

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un peuple-Un but-Une foi



MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DES
COLLECTIVITES LOCALES

PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT LOCAL (PNDL)

PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT (PLD) CR DE MISSIRAH



FEVRIER 2012



MS & Associés

Sicap Sacré Cœur 3 villa n°33 Dakar – Sénégal – BP : 24186 – Tel : 865 11 80/ Fax : 867 23 79 E.mail : masow@sentoo.sn / msadakar@sentoo.sn

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	6
I. CONTEXTE ET METHODOLOGIE	7
1.1. CONTEXTE	7
1.2. METHODOLOGIE	8
II. PRESENTATION DE LA REGION.....	11
2.1. POSITION GEOGRAPHIQUE.....	11
III. PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNAUTE RURALE DE MISSIRAH.....	13
3.1. LA LOCALISATION	13
3.2. SITUATION ADMINISTRATIVE.....	13
3.3 PROFIL HISTORIQUE	15
3.4. ZONAGE	16
3.5. LE MILIEU PHYSIQUE.....	18
3.5.1. <i>Le climat</i>	18
3.5.2 <i>Relief et sols</i>	18
3.5.3. <i>Les ressources en eau</i>	20
3.5.4. <i>Ressources végétales</i>	21
3.6. MILIEU HUMAIN	21
3.6.1 <i>Evolution de la population</i>	21
3.6.2 <i>Structure de la population</i>	23
3.6.3. <i>Répartition de la population dans l'espace</i>	23
IV. DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE DE LA COMMUNAUTE RURALE	24
4.1 SITUATION DES SECTEURS.....	24
4.1.1 <i>Le secteur de la santé</i>	24
4.1.2. <i>Diagnostic du secteur de l'éducation et de la formation</i>	29
4.1.3. <i>Diagnostic du secteur de l'hydraulique</i>	34
4.1.4. <i>Diagnostic du secteur de la jeunesse sports et culture</i>	38
4.1.5. <i>Analyse de l'allègement des travaux de la femme</i>	39
4.1.6. <i>Analyse de la situation des groupes vulnérables</i>	43
4.1.7. <i>Diagnostic du secteur des transports et communications</i>	44
4.1.8. <i>Diagnostic du secteur du commerce</i>	47
4.2. ACTIVITES SOCIO ECONOMIQUES	49
4.2.1. <i>Diagnostic du secteur de l'Agriculture</i>	49

4.2.2. <i>Diagnostic du secteur de l'Elevage</i>	51
4.2.3. <i>Diagnostic du secteur de l'Artisanat</i>	55
4.3. ENVIRONNEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	57
4.4. HABITAT ET CADRE DE VIE	58
V. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL DE LA COMMUNAUTE RURALE	59
5.1. LES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES DE BASE	62
5.2. LES CADRES DE CONCERTATION	62
VI. LE PARTENARIAT ET LA COOPERATION DECENTRALISEE	64
VII. LES SERVICES DE L'ETAT	65
7.1. LE SOUS-PREFET	65
7.2. LE CADL	65
VIII. ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE	67
IX CREATION DE RICHESSES	69
X. ORIENTATIONS ET PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT	70
10.1 ORIENTATIONS STRATEGIQUES DE DEVELOPPEMENT	70
10.2 .OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT	70
10.2.1 <i>Accès aux services sociaux de base</i>	70
10.2.2. <i>Développement économique local</i>	71
10.2.3. <i>Bonne gouvernance et citoyenneté responsable</i>	71
10.2.4. <i>Suggestion durable des ressources naturelles</i>	72
10.3. PROGRAMME D' ACTIONS 2011– 2016	73
10.4 PROGRAMME PRIORITAIRE D' ACTIONS TRIENNAL	74
10.5 PROGRAMME PRIORITAIRE D' ACTIONS ANNUEL (PPA 1 AN)	79
XI. MECANISMES DE SUIVI / EVALUATION	81
11.1. ENTRETIEN, MAINTENANCE ET FONCTIONNEMENT DES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS	81
11.2. SUIVI-EVALUATION INTERNE	81
11.3 SUIVI-EVALUATION EXTERNE	82
ANNEXE	83

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AEP		Approvisionnement Eau Potable
AGR :		Activités Génératrices de Revenus
ANCAR	:	Agence National de Conseil Agricole et Rural
APE	:	Association des parents d'Elèves
ASC	:	Assistant Communautaire
ASC	:	Association Sportive et Culturel
ASUFOR	:	Association des usagers de forages
ARD	:	Agence Régional de Développement
AVD :		Association Villageoise de Développement
BF	:	Borne Fontaine
BCI :		Budget Consolidé d'Investissement
BC :		Basse consommation
BFEM		Brevet de Fin d'Etudes Moyens
CETEF	:	Centre d'Enseignement Technique Féminin
CPAR	:	Centre de Perfectionnement des Artisans Ruraux
CPD :		Comité de pilotage de développement
CSZ		Comité Zonale pour le Développement
CADL	:	Centre d'Appui au Développement Local
CR	:	Communauté Rurale
CEM	:	Centre d'Enseignement Moyen
CLCOP	:	Comité Local de Concertation des Organisations Paysannes
CAR	:	Conseiller Agricole
CC		Cadre de concertation
CV		Chef de village
CMS	:	Crédit Mutuel du Sénégal
CODEC		Collectif des Directeurs d'Ecoles
CNCR	:	Conseil National de Concertation des Ruraux
FDEA	:	Fonds de Développement de l'Entreprenariat Féminin
FDD		Fonds de Dotation
FNPJ	:	Fond National de Promotion de la Jeunesse
GPF	:	Groupement de Promotion Féminine
GIE	:	Groupement d'Intérêt Economique
GOANA	:	Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Alimentation
HTS		Habitants

ICP	:	Infirmier Chef de Poste
IDEN :		Inspection Départementale de l'Education Nationale
MARP	:	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MEC	:	Mutuelle d'Epargne et de Crédit
OEV	:	Orphelins Enfants Vulnérables
OCB	:	Organisation Communautaire de base
OP :		Organisation des producteurs
PLD	:	Plan Local de Développement
PNDL	:	Programme National de Développement Local
PNAT :		Plan National d'Aménagement du Territoire
PRDI		Programme Régional de Développement Intégré
PAP		Programme d'Action Prioritaire
PAM	:	Programme Alimentaire Mondial
PAMECAS :		Partenariat pour la mobilisation de l'Epargne et du Crédit du Sénégal
PAI		Plan Annuel d'Investissement
PCR		Président Conseil Rural
UTC	:	Unité de Transformation Collective
SRAT		Schéma Régional D'Aménagement du Territoire
SE		Section Villageoise
TIC		Technologie de l'Information et de la Communication

INTRODUCTION

Le Sénégal, pays émergent a, depuis quelques années, opté pour une participation plus accrue des populations au processus de développement socioéconomique et culturel. Ce système intégratif de développement axé sur la prise en compte des enjeux nationaux, régionaux et locaux s'inscrivant dans la perspective des politiques internationales prônées par les organisations internationales, a besoin d'un certain nombre d'activités essentielles notamment l'éducation et la formation condition sine qua non d'évolution des sociétés. A ce titre les actions de décentralisations entreprises par l'Etat avec en toile de fond le transfert de certaines compétences aux collectivités locales telle que la gestion du système éducatif pourraient impulser une dynamique nouvelle à travers l'acquisition par celles-ci de connaissances et techniques et la réduction de l'analphabétisme, une des causes principale du sous-développement.

Ainsi, pour lutter contre ce phénomène croissant dans le but d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), les autorités gouvernementales se sont engagées dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et d'outils de développement tels que : le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP), le Plan National d'Aménagement du Territoire (PNAT), les Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire (SRAT), les Plans Régionaux de Développement Intégré (PRDI) et les Plans Locaux de Développement (PLD). Tous ces documents découlent du constat de l'avancée de la pauvreté qui gagne de plus en plus le territoire national et plus particulièrement le monde rural.

En effet, le PLD s'inscrit dans l'optique d'impulser le développement à la base autrement dit, il constitue dans le sillage du découpage administratif du pays, le document de référence en matière de développement des communautés rurales.

En outre, articulé avec les documents cités précédemment, le PLD fait ressortir à travers un diagnostic participatif, les potentialités, les contraintes et les axes de développement dans les différents secteurs d'activités. Le diagnostic de la communauté rurale de MISSIRAH nous a effectivement révélé des situations préoccupantes dues à des contraintes qui sont liées à un manque de formation des populations qui sont les acteurs locaux de développement. Pour pallier ce manque, les populations ont manifesté à travers leur programme d'actions prioritaires, le besoin ardent de renforcer leurs capacités en vue d'avoir les compétences requises pour être à la hauteur de leur tâche.

I. CONTEXTE ET METHODOLOGIE

1.1. Contexte

Durant plusieurs décennies les pays du sahel ont subi une crise multiforme qui a fortement affaibli le niveau de vie des populations notamment dans les zones rurales.

Au Sénégal après la période 1980-1990 d'ajustement structurel qui a permis à l'économie de renouer avec la croissance avec un taux moyen de 5% pendant les années 1994-2002; le gouvernement se trouve confronté à un nouveau défi qui est la pauvreté croissante de sa population, en effet, selon les enquêtes de l'ESAM II, 2001-2002, 57,5% des ménages ruraux vivent en dessous du seuil de pauvreté (2400 calories par personne et par jour).

Dans la région de Diourbel les problèmes d'enclavement et de faiblesse dans l'offre d'emploi sont venus aggraver l'état de pauvreté des populations. Pour faire face à cette pauvreté grandissante, le gouvernement du Sénégal a élaboré et adopté en mars 2002 le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

Ce document révisé en juillet 2006 sous l'appellation de DSRP II est désormais le cadre de référence majeur de la politique économique et sociale pour la croissance et la réduction de la pauvreté. Il s'inscrit dans une vision à long terme (2015) alignée sur les OMD et articulée autour de 04 axes stratégiques :

- Création de richesse et croissance pro-pauvre
- Accès aux services sociaux de base
- Protection sociale, prévention et gestion des risques et catastrophes
- Bonne gouvernance et Développement décentralisé participatif

Dans ce grand chantier de lutte contre la pauvreté, la décentralisation, qui a entamé sa phase ultime avec la promulgation des lois du 22 mars 1996 portant sur les collectivités locales et le transfert des 09 domaines de compétence, est appelée à jouer un rôle de premier ordre.

Et les communautés rurales, à l'instar des autres types de collectivités locales sont désormais chargées entre autres compétences de la planification et de la gestion du développement de leurs terroirs.

Elles doivent alors se doter de véritables outils de planification aptes à construire une vision globale et concertée du développement local et à promouvoir des programmes et projets suffisamment articulés aux besoins et aspirations des communautés de base. C'est dans ce contexte que la communauté rurale de Missirah avec l'appui du PNDL (Programme National de développement local), a développé un processus participatif de réactualisation de son

PLD sur la période 2011–2016. Le financement de ce plan tiendra compte des capacités financières et humaines de la CR Ainsi pour les 06 prochaines années le PLD de la CR de Missirah sera cofinancé jusqu'à hauteur de (quatre cent vingt millions de francs CFA) environ, conformément aux principes du partenariat. Toutefois, le financement de ce PLD est assujéti à la libération de la contribution du Conseil Rural, qui du reste est obligatoire.

1.2. Méthodologie

L'élaboration d'un document de PLD résulte d'un processus participatif et itératif. Elle repose sur un ensemble d'activités corrélées et interactives dont l'aboutissement de chacune constitue l'input de l'autre. Le processus de planification participative s'articule autour de cinq grandes phases :

- conception et lancement du processus,
- élaboration diagnostic participatif,
- planification et priorisation
- élaboration du programme d'action prioritaire
- finalisation et vulgarisation du PLD

• La modalité de collaboration

Ce fut un atelier composé de conseillers ruraux, de chefs de village, des délégués des villages, des représentants des services techniques et du CADL. L'objectif de cette rencontre consistait à définir ensemble des conditions optimales d'une bonne collaboration. Les résultats attendus c'étaient de clarifier les rôles et responsabilités de chaque acteur (CR, Communautés Rurales, CADL etc.). Il s'agissait en outre de manifester l'ambition du CR de réactualiser son PLD par une délibération.

• La formation des relais

Les relais choisis sur la base d'un test initialement élaboré par le consultant à la méthode accélérée de recherche participative et aux outils d'enquêtes. L'objectif de cette mission était de mettre à leur disposition tout un ensemble d'instruments et d'outils qui leurs permettront de jouer pleinement leur rôle de cheville ouvrière du processus comme la MARP et l'arbre à problèmes. Les résultats obtenus sont la mise à disposition d'un réseau de personnes ressources imprégnées du processus de décentralisation qui amorce déjà sur les activités de suivi et de pérennisation.

- ***La collecte des données de base***

Comme son nom l'indique, elle consistait à faire le tour des villages devant le chef de village, les femmes, les jeunes, les notables pour recueillir le maximum d'informations suivant une grille préétablie. L'objectif c'était d'abord la situation de référence de chaque village. Les résultats attendus consistaient à avoir le profil d'entrée des villages et ce dans tous les secteurs.

- ***La synthèse des données***

En interne, le consultant et les animateurs devaient harmoniser les différentes informations obtenues suivant les secteurs et les zones.

- ***Le forum de lancement***

Dans le but d'informer et de sensibiliser les acteurs au développement de la Communauté Rurale du démarrage de ses activités, un forum de lancement a été organisé à Diourbel. Cet événement qui a enregistré la participation des autorités administratives, du Conseil Rural, des populations et des partenaires au développement de la Communauté Rurale a permis :

- d'harmoniser le niveau de connaissance de l'ensemble des acteurs de la vie communautaire sur la finalité de la planification locale, les différentes étapes de la démarche ainsi que les rôles et tâches de chaque acteur.

A partir de ce fruit de la collecte des données, le CR et ses partenaires, les services techniques et les représentants des villages étaient les invités des animateurs qui ont fait l'exposé de toute la situation de la Communauté Rurale par secteur. Comme résultat obtenu, il était ressenti la forte implication de ses partenaires et autres acteurs.

- ***Les autodiagnostic zonaux***

Au niveau de chaque zone, un village appelé polariseur avait reçu les autres villages de la zone. Les ateliers concernaient de manière directe, les chefs de village, les délégués des villages, les notables, les femmes, les jeunes, les personnes ressources. L'objectif de ces rencontres consistait à impulser la dynamique de collecte des données à partir des différentes zones. Comme résultat obtenu, ce fut la restitution des données de base collectées au niveau village. La validation de ces données de base par les représentants des villages concernés. Le diagnostic des différents secteurs d'activités propres à la zone avec comme paramètres fondamentaux : le problème central, les causes, les sous-causes, les conséquences et les effets.

- ***La synthèse des données des autodiagnostic***

En interne, les animateurs et le consultant harmonisaient sur les données en dégagant pour l'ensemble des secteurs concernés les différentes contraintes et solutions envisagées.

- ***La restitution zonale***

Face aux chefs de village, conseillers ruraux, personnes ressources, animateurs, les données ont été validées par les communautés.

- ***Atelier de mise en cohérence***

Ce fut les moments les plus techniques du processus car il s'agit d'avoir toujours comme viseur les documents de référence de l'Etat et autres collectivités. Il s'agit du DSRP articulé aux OMD, du PRDI, du Conseil Régional. En présence des conseillers ruraux, des services techniques, des partenaires du CR, de l'ARD, pour chaque secteur d'activités trouver le linkage nécessaire avec ces documents précités.

- ***Atelier de planification***

Il se singularise par son caractère émotionnel et vivant car pour autant qu'on le sache les intérêts partisans et particuliers naissent et risquent d'être le fil conducteur des débats. L'objectif c'est de faire une planification objective des solutions suivant les contraintes. Les résultats obtenus sont d'assurer un choix judicieux et une hiérarchisation des options de développement pour six ans en deux phases de trois ans.

- ***Restitution et délibération du PLD***

Devant les acteurs qui ont toujours assisté au processus, le conseil rural suite à la restitution du document par l'un des animateurs sans amendement délibère. Les résultats obtenus c'est d'avoir un document cadre servant de base pour les différentes interventions des différents acteurs. A cette même occasion, il est mis en place un CPD composé des CZD et autres partenaires de la communauté rurale. Il est un outil opérationnel du Conseil Rural chargé de l'appuyer dans la mise en œuvre du PLD et du suivi des activités du PLD.

II. PRESENTATION DE LA REGION

2.1. Position géographique

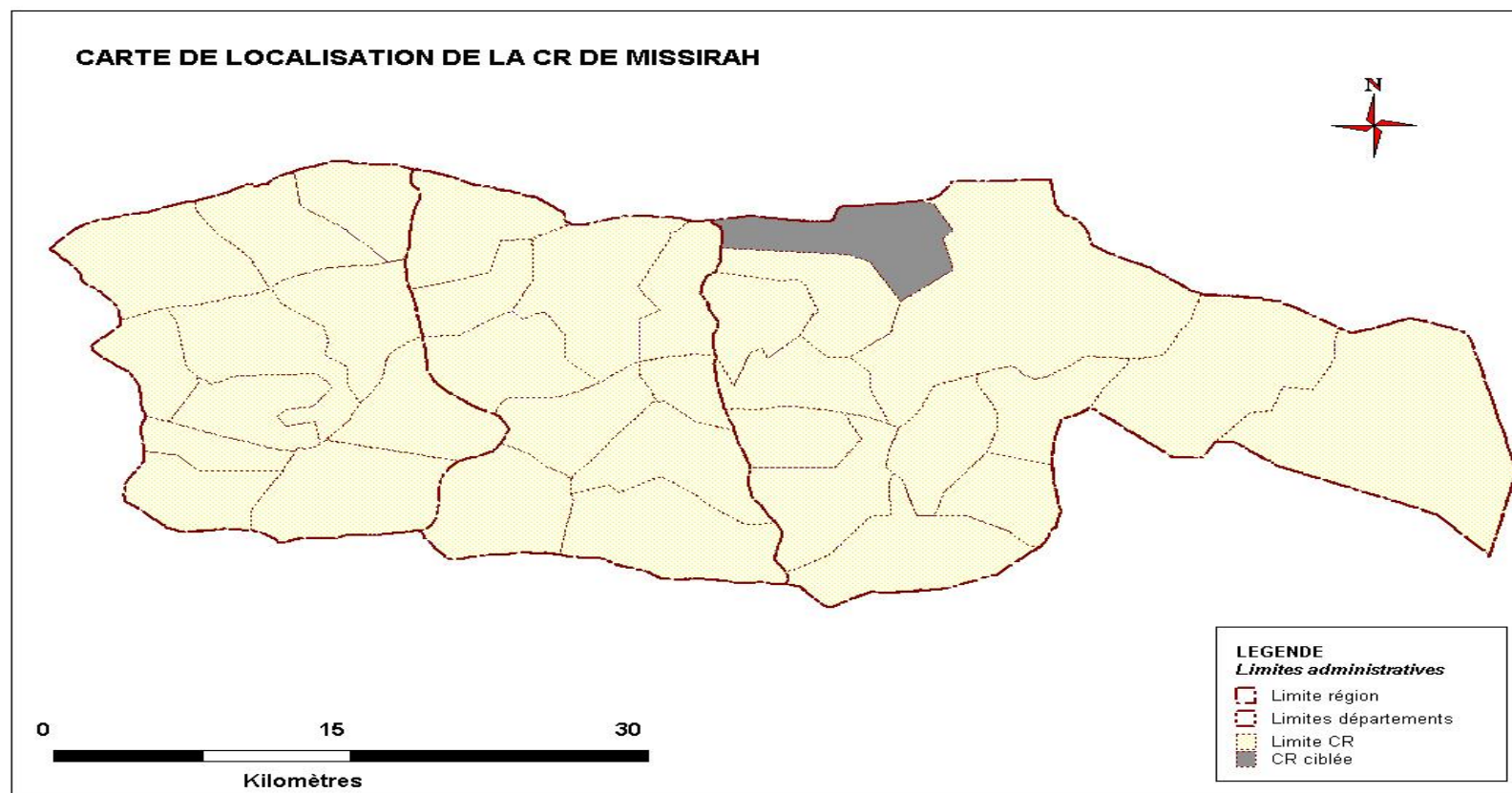
Située à quelque 146 kilomètres à l'Est de la capitale nationale Dakar, par la Route Nationale n°3, la région de Diourbel correspond approximativement avec l'ancienne province du Baol qui atteignit ses limites maximales sous le règne du Damel Teigne Lat Soucagé Ngoné DIEYE (1697-1719).

Elle se positionne entre 14° 30 et 15° de latitude Nord et 15° 40 et 16° 40 de longitude Ouest. Elle est limitée au Nord par les régions de Thiès et de Louga, au Sud par les régions de Thiès et de Fatick, à l'Est par les régions de Fatick et de Louga et à l'Ouest par la région de Thiès.

Elle couvre une superficie de 4.359 km² soit 2,2 % seulement de l'ensemble du territoire national. A cet égard, elle représente la plus petite région du pays après celle de Dakar (550 km²).

Sa densité de population est l'une des plus fortes du pays avec 201 hts/km² en 1999 selon les projections démographiques de 1989 à 2015.

CARTE N° 1 : LOCALISATION DE LA CR DE MISSIRAH



III. PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNAUTE RURALE DE MISSIRAH

3.1. La localisation

La communauté rurale de Missirah se trouve au Nord de l'arrondissement de Ndamé, département de Mbacké, région de Diourbel.

Elle est limitée :

- ✓ au Nord par l'arrondissement de Darou Mousty, région de Louga,
- ✓ au Sud par la Communauté Rurale de Touba Fall,
- ✓ à l'Est par la Communauté Rurale de Touba Mosquée,
- ✓ à l'Ouest par l'arrondissement de Ndindy , département de Diourbel.

La communauté rurale couvre une superficie de 135,25 km² soit 13% de la superficie de l'arrondissement qui est de 1039 km, il est composé de 23 villages officiels et quatorze hameaux. Missirah fait partie des cinq communautés rurales de l'arrondissement de Ndamé

Liste des hameaux

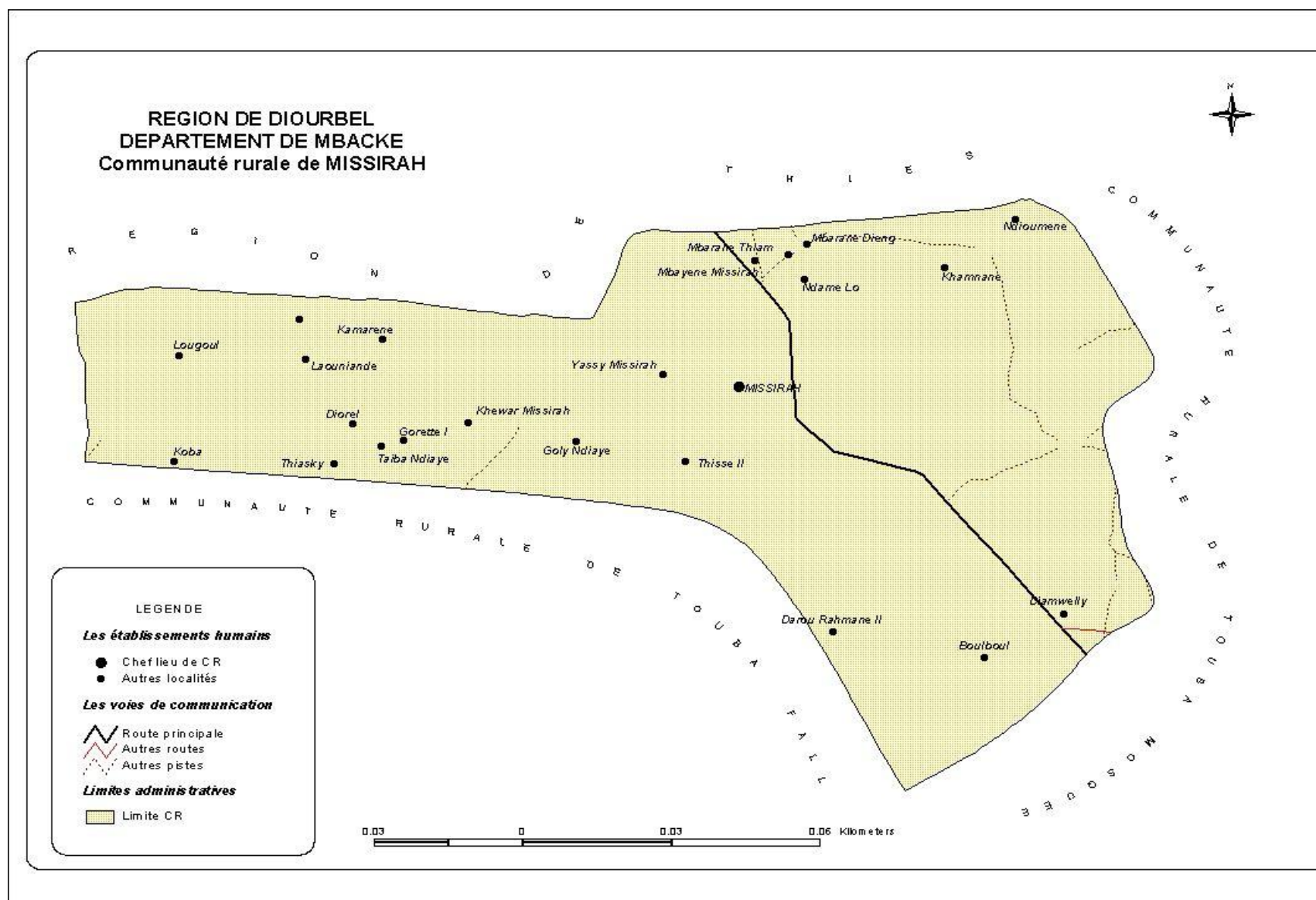
- Béye peulh
- Keur manar
- Louméne
- Thiasky sérère
- Thioump Diaw
- Thioump sarr
- Thioump touré
- Béye wolof
- Keur Dethié
- Touba kadam
- Keur Demba Diop
- Karlol
- Kadande
- Keur Gane

3.2. Situation administrative

La Communauté Rurale de Missirah partage l'arrondissement de Ndamé avec celles de Nghaye, Touba Fall, Touba Mosquée et Dalla-Ngabou. Elle est composée de 23 villages à la tête desquels se trouve un chef de village chargé de veiller à la cohésion sociale, aux lois et règlements.

En tant que collectivité rurale, la Communauté Rurale dispose d'un conseil rural composé de conseillères rurales et de conseillers ruraux élus pour cinq ans conformément au code électoral qui est l'organe délibérant, qui a élu en son sein un bureau composé d'un président et de deux vice-présidents. Ces deux organes par leurs missions concourent à l'administration de la Communauté Rurale.

CARTE N°2 : LES LIMITES ADMINISTRATIVES



3.3 Profil Historique

Missirah a été créé en 1913 par Mame Mor Diarra, grand frère de Serigne Ahmadou Bamba Mbacké; créé sous l'autorité de celui-ci. Le marabout s'installa ainsi dans la zone avec certains de ses talibés qui occupent chacun les terres que celui-ci leur a octroyées.

Le village de Diamwely¹ fut la première localité créée en 1910 par les Peulhs. Ces derniers venaient ainsi de Touba Fall et particulièrement de Ndiéry. L'avènement de la peste en 1930 fut aussi l'origine de l'éparpillement des villages de la zone pour diminuer ou éviter les contagions rapides.

Darou Rahmane II fut ensuite créé en 1940 sous l'égide de Serigne Modou Moustapha Mbacké² pour le financement de la grande mosquée de Touba.

Entre 1943 et 1945, il y eut l'avènement de la gale et de la famine. La première école fut créée en 1955 et le poste de santé en 1956. La coopérative fut ensuite construite en 1958³ et en 1963, le forage de Missirah et la route goudronnée ont vu le jour.

Les décès des khalifs de Mame Mor Diarra se sont succédés comme suit :

- Mame Cheikh Asta Walo
- Mame Balla Mbacké,
- Serigne Cheikh Atta Mbacké
- Serigne Ismaila Mbacké
- Serigne cheikh Penda Mbacké
- Serigne Mahmout Mbacké
- Serigne Maktar Mbacké
- Serigne Abdou khafour Mbacké
- L'ère du règne des petits-fils commence ainsi avec
- Serigne Bassirou Sam Mbaké
- Serigne Abdou Mbacké (actuel Khalif)

¹ Diamwely qui signifie la paix est meilleure en langue Peul

² Fils aîné de Serigne Touba

³ Le point de traite pour arachide fut créé en 1953

3.4. Zonage

La communauté rurale de Missirah est décomposée en trois (03) zones sur la base de réalités socio-économiques et/ou géographiques. Lors du pré zonage les populations se sont entendues sur le zonage mis en œuvre par le PNIR réalisé en 2007 par le cabinet MSA.

- **Zone de Missirah**

Située au centre de la Collectivité Locale, la zone de Missirah est composée des huit villages suivants :

Missirah, Yassy II, Thyssé, Goly Ndiaye, Darou Rahmane II, Bouboul I, Bouboul II et Diamwély II.

Ces villages sont essentiellement peuplés par les Ouolofs qui ont fondé le village de Missirah, chef lieu de la communauté rurale. On y trouve également des peulhs dans les villages de Bouboul 1, Bouboul 2 et Diamwély. L'essentiel des infrastructures socio économiques de la collectivité locale se trouve dans cette zone qui est la plus peuplée avec habitants soit 58,3%. En effet, il y existe : un forage équipé, un autre non fonctionnel, le seul poste de santé. Les nombreuses zones de cuvette de la communauté rurale sont localisées dans cette partie du terroir.

- **Zone de Mbayene missirah**

Elle est localisée à l'Est de la communauté rurale est constitué de six villages: Mbayéne Missirah, Mbarane Dieng, Mbarane Thiam, Khamnane, Ndiouméne, Ndame Lô.

- **Zone de Khewar Missirah**

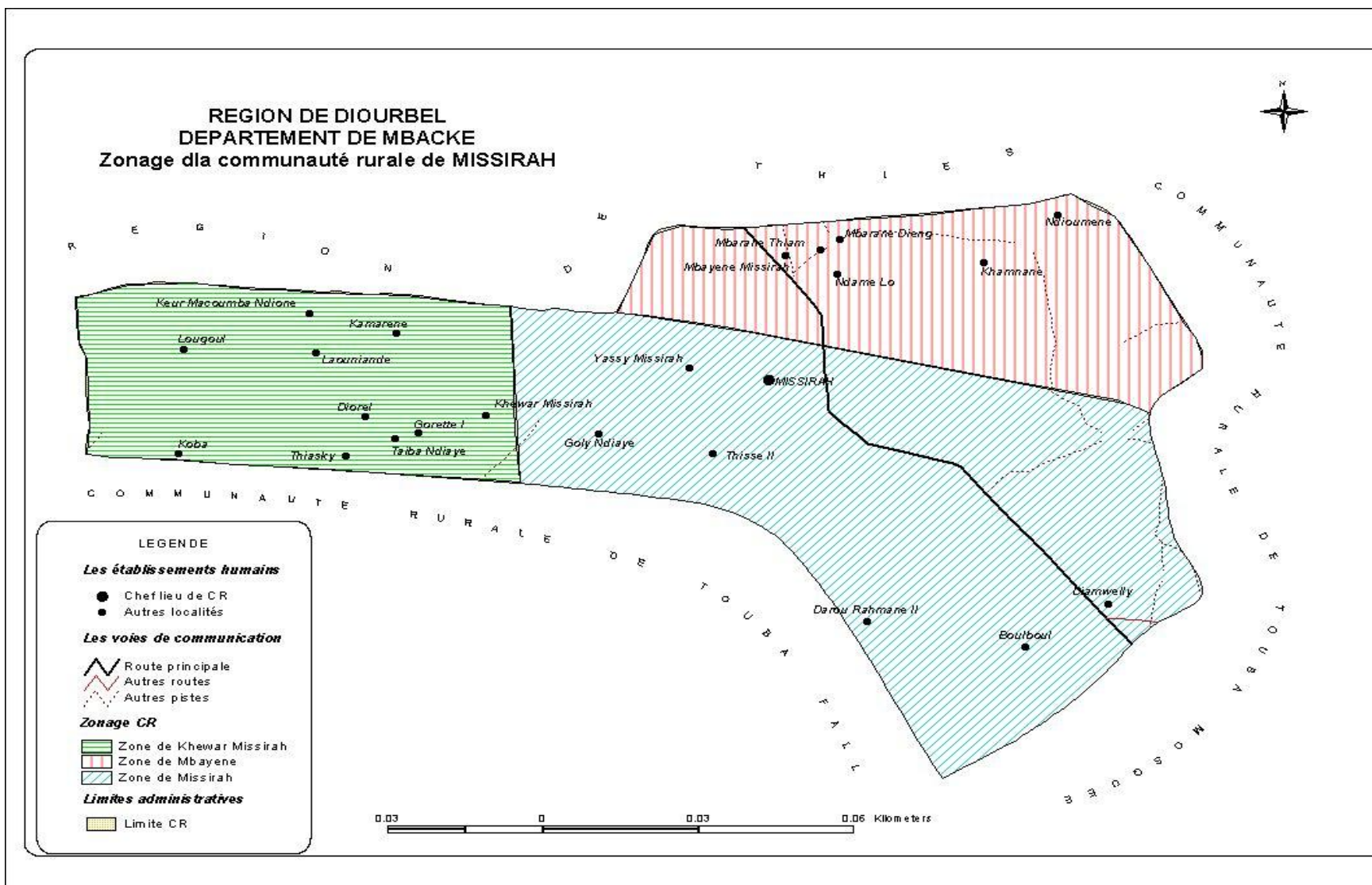
Située à l'Ouest de la Communauté Rurale, la zone de Khéwar Missirah compte 8 villages: Khéwar Missirah, Lawniandé, Diorel, Lougoul, Keur Macoumba Ndione, Thiasky, Taïba Ndiaye et Koba.

TABLEAU N1 : LISTE DE VILLAGES OFFICIELS DE LA CR

ZONE1	ZONE2	ZONE3
1. Missirah	1. Mbayéne Missirah	1. Khewar Missirah
2. Yessi missirah	2. Mbarane Thiam	2. Diorel
3.Ngoli Ndiaye	3. Mbarane Dieng	3. Taïba Ndiaye
4. Tchissé	4. Ndame Lo	4. Lawgnandé
5. Darou rahmane 2	5. Khamnane	5. Keur Macoumba Ndione
6. Bougoul 2	6. Ndiouméne	6. Thiasky
7. Bouboul 1		7. Koba
8. Diam Welli 2		8. Iougoul
		9. kamaréne

Source : réunion préparatoire

CARTE N°3 : LE ZONAGE



3.5. Le milieu physique

3.5.1. Le climat

Le climat est de type soudano sahélien. Il est caractérisé par deux saisons : une saison de pluie allant de Juin à Octobre et une saison sèche allant du mois Octobre à Mai. La saison sèche comprend trois périodes différentes et successives qui sont :

Le « LOLLI » qui se manifeste par un vent sec dénommé « DIASS » en wolof. Il marque la maturité des cultures. Il est accompagné parfois de rares précipitations appelées « EGG ».

Le « NOOR » qui est une période où l'on note une absence de pluies caractérisée par la prédominance de vents d'Est chauds et secs soufflant en rafale quelques fois et soulevant la poussière.

Le « COROON », période qui coïncide avec les travaux de préparation du sol et caractérisée par des températures élevées et la chute des feuilles de KADD (ACCACIA ALBIDA).

Le climat est d'une manière générale chaud avec des vents forts par moment. Les températures varient entre 20° à 32° durant la saison sèche et en hivernage elles sont en moyenne égales à 24,6°C.

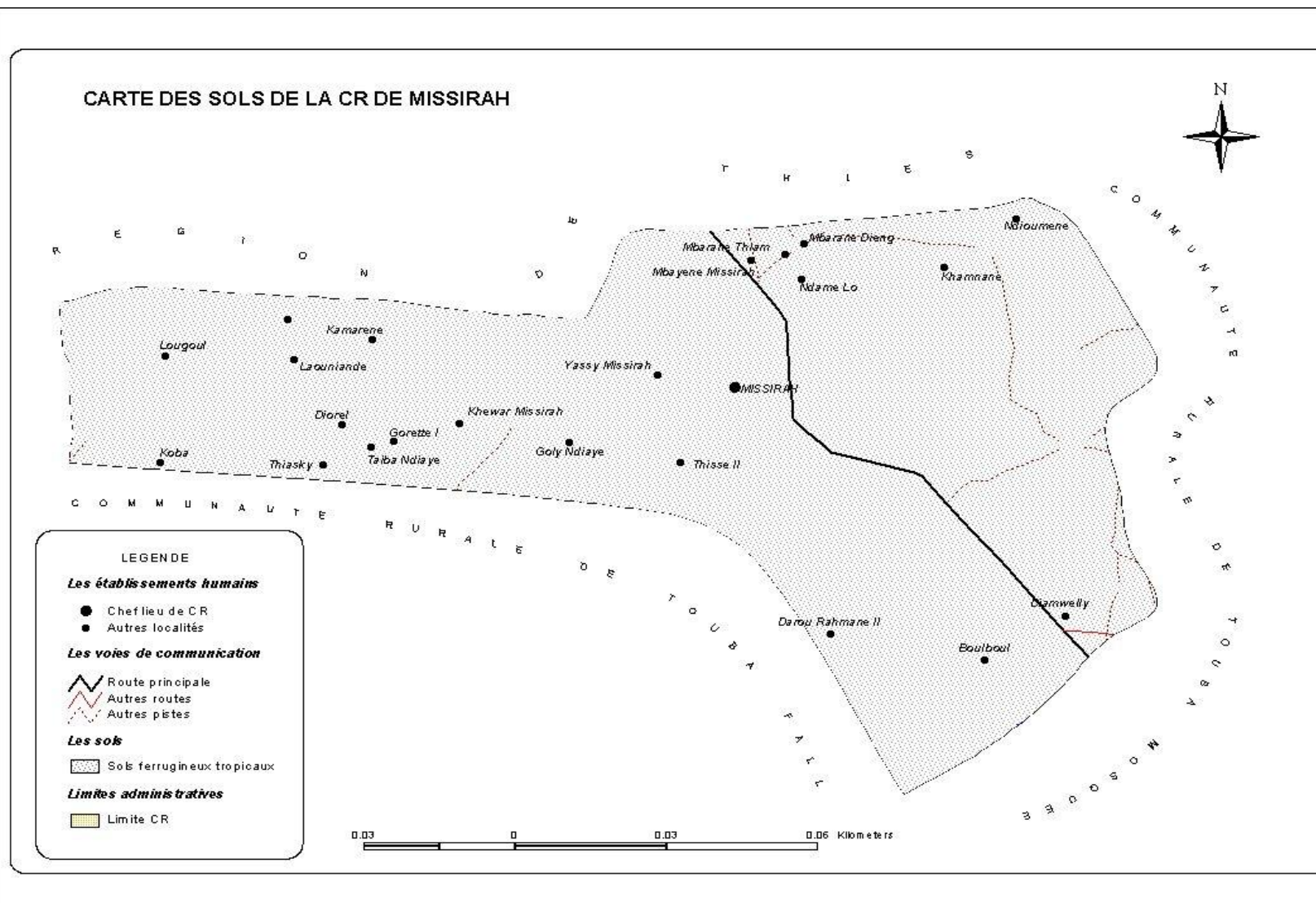
3.5.2 Relief et sols

Le relief est relativement plat avec des cuvettes dispersées dans toute sa partie Centre-Ouest.

Nous rencontrons trois types de sols dans la CR :

- les sols « **dior** » (ferrugineux tropicaux) : représentant 96,5 %, ils constituent la quasi-totalité de la communauté rurale, sont sablo-argileux. Ces sol sont peu fertiles et propices aux cultures céréalières et oléagineuses (mil et arachide);
- les sols « **deck-dior** » (sablo-argileux), ils couvrent 2,5% du terroir et sont moins riches que les sols Dior et ne sont exploités qu'avec l'apport d'intrants.
- les sols « **deck** » (argilo-hydromorphes) et les sols rocheux ou caillouteux, ils représentent 1% du terroir. Ces sols sont caractérisés par leurs faibles rendements même s'ils ont une grande capacité de rétention d'eau, sont riches en matière organique et favorables au maraichage. Ils nécessitent une revalorisation forte pour mieux satisfaire les besoins des populations à majorité

CARTE N°4 : LA PEDOLOGIE

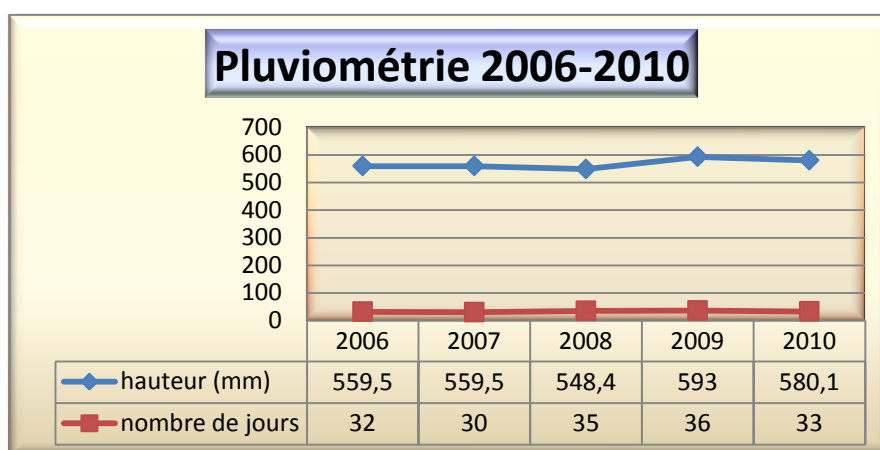


3.5.3. Les ressources en eau

- **Pluviométrie**

La pluviométrie est une donnée climatique importante. Elle joue un rôle très particulier dans l'agriculture car assurant l'apport hydrique des cultures pluviales. Rappelons que dans cette zone la moyenne pluviométrique varie entre 500 et 600 mm.

GRAPHIQUE N°1: SITUATION PLUVIOMETRIQUE DES CINQ DERNIERES ANNEES



Source : SRADL de Diourbel, 2011

La pluviométrie des cinq (5) dernières années a une évolution en dents de scie avec un maximum en 2009 s'élevant à 593 mm en trente-six (36) jours et un minimum en 2008 qui est égale à 548,4 mm en trente-cinq (35) jours. Nous pouvons remarquer aussi que l'année 2010 a été satisfaisante car on a enregistré 580,1 mm. De plus ces quantités sont bien réparties. L'abondance de la pluie ces dernières années amène les paysans à faire des choix appropriés sur les cultures afin d'améliorer leur production.

- **Eaux de surface**

La communauté rurale de Missirah ne possède pas de cours d'eau mais quelques mares qui naissent pendant l'hivernage pour tarir par évaporation et infiltration. Ces mares servent en période hivernale à l'abreuvement du bétail en pâture. Elles sont localisées au centre et à l'Ouest de la communauté rurale où se concentre la quasi-totalité des bas-fonds et cuvettes inondable en saison pluvieuse.

Eaux souterraines

Plusieurs nappes phréatiques traversent la communauté rurale de Missirah. Ces nappes qui ont des profondeurs géologiques variables sont captées par puits et forages de la localité. Nous notons trois types de nappes :

- **Continental terminal** qui alimente les eaux de puits à partir de 25 mètres de profondeur. Malgré la faible épaisseur de ces lentilles. Cette eau de bonne qualité répond à tous les usages.
- **Paléocène** : cette nappe a une profondeur de 150 mètres et est captée par l'ancien forage de Missirah qui dessert la population en eau de qualité.
- **Maestrichtien** : source d'alimentation des trois forages de Khéwar Missirah, Mbayene Missirah et Darou Rahman II, cette nappe a une profondeur qui dépasse les 250 mètres. Elle est caractérisée par une forte teneur en calcaire d'où les eaux de ces forages sont inaptes aux cultures maraichères.

3.5.4. Ressources végétales

La végétation est essentiellement composée d'herbes, d'arbustes et d'arbres.

- La strate arborée est constituée essentiellement de « Kadd, » et de baobab ;
- La strate arbustive est composée de «Nguer, Sidem, Nguiguiss » ;
- Et la strate herbacée est constituée de graminées et de plantes rampantes qui servent de fourrage au bétail.

3.6. Milieu humain

3.6.1 Evolution de la population

Au dernier recensement au de l'an 2002, la population de la communauté rurale de Missirah était estimée à 5396 habitants répartis dans 23 villages de taille variable. En 2008, elle est de l'ordre de 6724 habitants avec moins de 50% de femmes soit 3238 habitants. Actuellement, la population est estimée à 7387 habitants repartis sur 23 villages, soit une augmentation de 663 habitants en 4 ans (voir tableau suivant). Lors du dernier recensement en 2010 -2011, il a été constaté que les jeunes constituaient la frange la plus importante de la population avec plus de 70 % des habitants.

TABLEAU N°2 : REPARTITION DE LA POPULATION

VILLAGES	NOMBRE DE CARRES	POP TOTALE	POP IMPOSABLE			POP EXEMPTÉE			POP ENFANTS		
			H	F	T	H	F	T	G	F	T
Bouboul 1	14	112	25	20	45	01	00	01	20	17	47
Kamaren	14	132	56	34	90	00	02	02	36	07	43
Darou rahmane 2	77	583	162	157	319	03	04	07	152	105	257
Diamwéli 2	100	783	179	200	379	08	04	12	214	178	392
Diorel	27	258	77	95	172	04	00	04	51	54	105
Golly ndiaye	09	58	13	15	28	00	00	00	16	14	30
Keur Macoumba	17	100	32	31	62	01	00	01	26	10	36
Khamnane	66	403	104	127	231	06	03	09	71	92	163
Khéwar missirah	90	517	180	199	379	01	00	01	93	39	132
Koba	21	132	37	35	72	01	01	02	36	21	57
Lawniandé	12	142	41	29	70	00	01	01	50	21	71
Lougoul	68	411	104	104	208	02	02	04	96	103	199
Mbarane Dieng	15	85	33	30	60	02	00	02	04	16	20
Mbarane Thiam	21	179	46	57	103	02	00	02	36	38	74
Mbayenne missirah	39	276	59	69	128	04	00	04	90	54	144
Ndame	14	135	56	34	90	00	02	02	36	07	43
Ndiouméne	29	178	62	56	118	03	00	03	25	32	57
Taiba ndiaye	06	32	11	08	19	02	00	02	08	04	11
Thissé II	31	148	50	41	91	00	03	03	30	24	54
Yessi 2	71	489	112	137	249	02	00	02	149	90	239
Missirah	373	2680	642	687	1329	11	09	20	796	535	1331
Thiasky	75	557	144	170	314	02	00	02	170	157	327
Bouboul 2	82	656	145	176	312	04	12	16	163	156	319
TOTAL	1332	9046	2370	2511	4868	59	43	102	2368	1774	4151

Source ; recensement administratif 2010 2011

TABLEAU N°3: POPULATION DE LA CR DE MISSIRAH DE 2008 A 2011

CR	2008			2009			2010			2011		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Missirah	3486	3238	6724	3605	3335	6940	3727	3434	7161	3852	3535	7387

Source : service régional statistique et démographique-Diourbel.

3.6.2 Structure de la population

- Répartition par sexe et par âge

La population est estimée à 7387 habitants dont 3535 femmes soit 48 % de la population totale.

- La population imposable qui correspond à la population active s'évalue à 4137 Habitants soit plus de 56 % de la population.

La population de 0 à 14 ans est de 3028 enfants dont 1363 filles soit 45 % de cette frange.

- **Répartition ethnique et religieuse**

La population est essentiellement constituée de wolofs, de peulhs, de sérères et de maures. La population Wolof est estimée à 83 % de la population totale, elle est suivie des peuls qui représentent environ 15 % de la population totale (1193). Les Sérères comptés à représentent 1,5 % (1131). Ils sont des transhumants installés au Sud et au Centre de la CR. Les sérères installés à l'Ouest de la communauté rurale proviennent du sine. Le reste de la population est la minorité (0,8%). Il est constitué par les maures qui nous viennent de Kébémér.

La population de la Communauté Rurale de Missirah est composée par des musulmans.

Elle est essentiellement composée dans son écrasante majorité par les mourides.

Ensuite nous avons les Tidianes originaires de la région de Thiès et les khadres qui sont rencontrés dans les villages peulhs.

- **La répartition socio –professionnelle**

La texture socio professionnelle est composée de 75.% d'agriculteurs qui sont à 25% d'éleveurs et le reste est fait de commerçants d'artisans et d'autres petits métiers.

3.6.3. Répartition de la population dans l'espace

La collectivité locale compte 23 villages avec une densité moyenne de 55 hbts par km carré.

Cette densité cache mal les disparités entre zone et village suivant le nombre d'habitants.

A cela s'ajoute le fait que le territoire est habité de manière incontrôlée et dispersée avec parfois des villages rapprochés et des villages largement distants.

IV. DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE DE LA COMMUNAUTE RURALE

4.1 Situation des secteurs

4.1.1 Le secteur de la santé

La CR de Missirah dispose d'un poste de santé (Missirah) et d'une maternité construit en 1958. Ce poste compte sept salles (une salle d'accouchement, une salle de soin une salle de consultations général, une salle de garde, une salle d'hospitalisation et une suite de couche. Le personnel est composé d'un infirmier chef de poste, de deux matrones, un ASC, d'un vendeur de ticket et d'une technicienne de surface. Elle compte quatre cases de santé à Lougoul et à Keur Gane, khamnane et khewar construites par le PNIR avec l'appui du conseil rural et des populations dont deux non fonctionnelles. Le personnel du poste de santé de Missirah est composé d'un ICP, d'une matrone, d'un ASC, d'un vendeur de tickets et d'un chargé de l'hygiène. Son plateau technique est composé de tensiomètre, de thermomètre, une table d'accouchement et 7 lits équipés. Il dispose aussi d'un bureau équipé et d'un logement pour l'infirmière. Ses fonds de dotations qui transitent par la CR est environ 1 000 000 FCFA. Le poste de santé polarise ainsi 22 villages.

Ces structures de santé souffrent également de maintes difficultés comme le manque de moyens matériels, financiers de médicaments. Le personnel médical et paramédical est insuffisant et dispose de faibles moyens opérationnels

Les populations sont confrontées à des problèmes de santé qui pèsent sur les indicateurs de développement de la CR.

Au regard des ratios par rapport à la population qui sont d'un hôpital pour 505172 habitants, d'un centre de santé pour 165878 habitant, d'une poste de santé pour 11874 habitants et une distance maximale de 15km entre deux postes de santé en milieu rural. Et des normes OMS qui sont d'un hôpital pour 150000 habitants, d'un centre de santé pour 50000 habitants et d'une poste de santé pour 10000 habitants. Missirah avec une population de 7387 habitants dépasse de loin la moyenne selon les objectifs du PDIS qui est d'une poste de santé pour 10 000 habitants, un centre de santé pour 15 000habiatants et un hôpital pour par région et le rayon de couverture de 08 km. Le taux de couverture est d'un ICP pour 12 278 habitants est largement supérieur à la moyenne nationale qui se situe aux environs de 11 874 hbts pour 01 ICP. La Communauté Rurale de Taïf ne compte qu'un seul poste de santé à missirah et 02 cases de santé fonctionnelles. Au regard de la norme OMS d'un poste de santé pour 10.000 habitants, il faudrait encore un autre poste et d'autres cases de santé pour atteindre cette norme.

TABLEAU N°4 : STRUCTURE SANITAIRE DE LA CR

VILLAGES	STRUCTURE	POLARISATION
MISSIRAH	un poste de sante	Toute la CR
MISSIRAH	une maternité	Toute la CR
KHEWAR MISIRAH	Une case de santé	Khéwar missirah, diorel, taiba ndiaye , pawgnandé, keur macoumba ndione , thiasky,

Source : Enquête diagnostic participatif

Le poste de santé est géré par un comité se santé composé de 12 membres, il dispose d'une moto pour la vaccination, et d'une moto pompe. Mais ne dispose pas d'ambulance pour l'évacuation des cas graves vers les structures départementales, régionales ou à Dakar

Le taux de couverture est d'un ICP pour 7387 hbts est largement inférieur à la moyenne nationale qui se situe aux environs de 11874 hbts pour 01 ICP et celle de l'OMS qui est de 10 000 hbts/ICP. Ce qui cache mal les problèmes de santé auxquels les populations sont confrontées.

La Collectivité locale de Missirah a fait de la santé un des secteurs vitaux de développement. Ainsi, elle a bénéficié d'importants investissements visant l'accès aux soins de qualité. Nous notons l'existence de structures sanitaires équipés et un personnel médical qui assiste la population pour garantir un cadre sein.

TABLEAU N° 5 : LES ETABLISSEMENTS SANITAIRES

VILLAGES	TYPE DE STRUCTURE	FONCTIONNALITE
Missirah	poste de sante	fonctionnelle
Missirah	Maternité	fonctionnelle
Khéwar	case de santé	fonctionnelle
Khamnane	case de santé	fonctionnelle
Keur gane	Case de santé	Non fonctionnelle
Lougoul	case de santé	Non fonctionnelle

Source : enquête relais

La case de santé de Khéwar Missirah bénéficie d'un équipement moderne à la hauteur de son statut (personnel insuffisant) Certains projets ou programmes de santé pullulent aussi

dans la zone notamment le comité de santé, le « badjanu gox⁴ », le Wilaya, le plan sésame⁵ ou Jeunes contre le SIDA.

Le poste de santé de Missirah et la case de santé de Khéwar Missirah, sont les seules infrastructures de santé fonctionnelles dans la zone.

Pour ce qui concerne le poste de santé de Missirah, l'insuffisance du matériel médical et de la logistique fait défaut à la prise en charge des malades. Le manque d'ambulance⁶ dans la CR accentue ainsi le risque dans le transfert des malades au poste de santé ou vers un hôpital se trouvant hors de la CR. Celle-ci rencontre ainsi un vrai problème d'évacuation des cas de maladie urgents.

La case de santé de Khéwar Missirah rencontre aussi certaines difficultés. En effet, elle ne dispose pas d'adduction d'eau et d'édicules adéquates. On y note de fréquentes ruptures en médicaments et la matrone ne bénéficie pas d'une aide quelconque d'un ASC et ne dispose pas aussi de logement. La case de santé manque aussi de clôture. La sensibilisation notamment pour les mariages précoces et les consultations prénatales fait aussi défaut dans la CR. La présence de certains programmes ou comité de santé dans la CR n'a pas considérablement diminué l'ampleur de ces phénomènes. Les maladies les plus fréquentes dans la CR sont le péril fécal avec les diarrhées, le HTA⁷, le paludisme mais aussi une relative fréquence de la tuberculose. Le personnel des structures sanitaires ne bénéficie pas d'indemnités à la hauteur de leurs tâches respectives. Face aux difficultés rencontrées par ce secteur vital, ces solutions sont proposées :

- Réfectionner les cases de santé de Lougoul et de Keur Gane
- Doter le poste de santé de Missirah de matériels médicaux et de logistiques dignes de son statut (un plateau technique moderne) et d'une ambulance
- Renforcer la sensibilisation pour les mariages précoces, les accouchements à domicile et les consultations prénatales ainsi que l'action du PRNC
- Augmenter les indemnités du personnel notamment pour les matrones, ASC
- Clôturer la case de santé de Khéwar Missirah et mettre à la disposition de la matrone un logement et un ASC

⁴ Une femme chargée de mener la sensibilisation auprès des populations locales sur le traitement des grossesses, sur les maladies infantiles, la consultation prénatale, le planning familial entre autres.

⁵ Possibilité pour les personnes âgées de se soigner gratuitement

⁶ La seule motocyclette dont il dispose est en panne depuis plus de 10 ans.

⁷ HTA Hypertension artérielle qui touche le plus souvent les personnes âgées

CARTE N°5 : LA SITUATION SANITAIRE

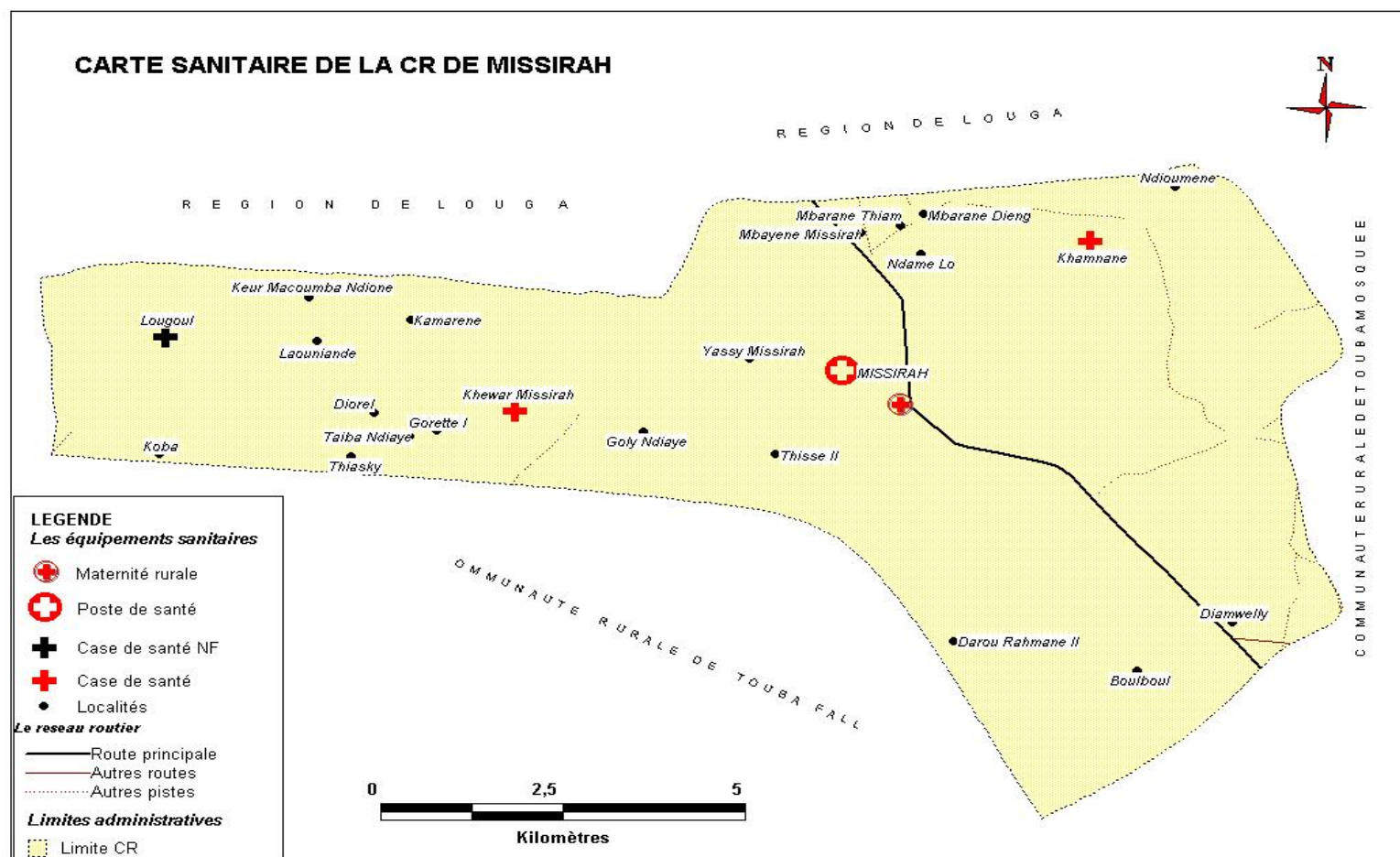


TABLEAU N° 6 : BILAN DIAGNOSTIC DU SECTEUR SANITAIRE

POTENTIALITES	CONTRAINTES	SOLUTIONS
Existence d'un poste de santé à Missirah (équipé et avec un personnel) Existence de comité de santé comme le «badjénu gox», le Wilaya ou Jeunes contre le SIDA et le PRNC⁸ Existence du plan sésame au niveau local Personnel étatique et non étatique au Poste Présence d'ASC formé au niveau des cases et non fonctionnelles	Insuffisance de structure sanitaire Inexistence de case de santé Exigüité et étroitesse des cases de khéwar et lougoul, keur Gane	Réfectionner les cases de santé de Lougoul et de Keur Gane Construction d'un autre poste de santé
	Structures sanitaires sous-équipées	Doter le poste de santé d'une autre ambulance Mettre davantage l'accent sur la sensibilisation concernant les mariages précoces et les accouchements à domicile Renfoncer le matériel d'accouchement Et les équipements
	Forte prévalence du Paludisme	Renforcer le PRNC pour la nutrition des enfants Doter la case de santé de Missirah d'une motocyclette et y affecter un ASC
	Fort taux de mortalité maternelle	Doter le poste en moyens techniques adéquats et personnels formés Clôturer les cases de santé et mettre à leur disposition des matrones des logements
	Manque de clôture, de sanitaire et d'eau au niveau des cases de santé Insuffisance du personnel sanitaire	Adduction d'eau, mise en place de clôture et de sanitaire Elargir les salles d'accouchements et construire des salles d'attentes au niveau des cases de santé Affecter un ASC (homme) au niveau du poste de santé en plus de l'ICP (femme) Former le personnel de santé
	Insuffisance de formation des ASC et Matrones	Mise à disposition de personnel sanitaire (matrones, ASC) Un ICP (homme) pour consulter les vieux

⁸ PRNC, programme de nutrition couvrant l'ensemble des villages de la CR.

4.1.2. Diagnostic du secteur de l'éducation et de la formation

La Communauté Rurale de Missirah est dotée d'infrastructures scolaires qui sont entre autres:

Cinq écoles primaires, avec un effectif total en 2011 de 500 élèves localisées à Missirah (chef lieu de CR, Thioump; Khamnane, Touba kadam, Lougoul. La CR n'est pas tellement doté d'infrastructures scolaires à l'instar de la ville de Touba qui sert de référence dans ce domaine. C'est ainsi que l'école de Darou Rahmane 2 qui avait été construite en 1996 et qui comptait 6 classes est fermée depuis cette date sur décision des autorités religieuses conformément aux vœux du Khalife Général des Mourides d'alors. Mais il faut souligner la forte demande des populations notée ces dernières années.

A côté de ces écoles françaises nous avons les écoles franco arabes (01 à mbayenne missirah) et les écoles coraniques qui montrent le caractère religieux de la CR (voir tableau ci-dessous) .

TABEAU N°7: SITUATION DES ECOLES ARABES

ECOLES ARABES			
ZONES	LOCALISATION	NOMBRE DE SALLE	FONCTIONNALITE
Missirah	Missirah	05	oui

Source : enquête diagnostique organisationnelle

TABEAU 8 : SITUATION DES DAARAS PAR ZONE

DAARAS		
ZONES	LOCALISATION	NOMBRE DE DAARAS
MISSIRAH	Missirah	06
	Thissé 2	01
	Darou Rahmane 2	01
	Bouboul 2	01
	Diawély 2	01
	Thioump Touré	02
	Thioump Sarr	02
	Thioump Diaw	02
	Bèye Peulh	01
	Bèye Wolof	01
Mbayène Missirah	Mbayène Missirah	02
	Mbarane Thiam	01
	Mbarane Dieng	01
	Ndame Lo	01
	Khamnane	02
KHEWAR MISSIRAH	Khéwar Missirah	01
	Karlol	01
	Laoniandé	01
	K Macoumba Ndione	01
	Lougoul	01
	Kamarène	01

Source. Diagnostic participatif

Comme on le voit, la spécificité de la CR fait qu'il n'y a pas assez d'écoles françaises. Cependant compte tenu de la spécificité de Missirah, l'enseignement religieux occupe une place prépondérante dans le dispositif de l'éducation avec un grand nombre de Daaras qui offre une formation pratique. Ces Daaras sont le plus souvent créés par des Chefs Religieux. Cependant, ce système éducatif est confronté à un manque d'organisation, d'infrastructures et de moyens de fonctionnement avec comme conséquences une situation déplorable dans laquelle se trouvent les talibés exposés aux péripéties de la vie. Pour ce qui est de l'Alphabétisation, la CR a connu l'exécution de certains programmes tels que le PAPF, le PLCP. Ces programmes sont concentrés à Missirah, Thioump, Yassi, Mbarane Dieng, Mbarane Thiam.

Aujourd'hui le taux de scolarisation est de 18% et la scolarisation des filles est de 16%.

Au regard des statistiques, le taux de scolarisation reste faible. Force est de reconnaître que des efforts doivent être faits pour relever le taux de réussite.

A l'instar de beaucoup de contrées du pays, il a été constaté la baisse du niveau des élèves couronné en cela par un fort taux d'échec. Les raisons jusqu'ici avancées et qui servent d'explication sont entre autres :

- l'accès difficile aux fournitures scolaires et aux matériels didactiques,
- l'effet des Daaras moins coûteux que l'école française,
- l'absence d'encadrement des enfants,
- la forte utilisation des enfants dans les travaux domestiques,
- les problèmes rencontrés liés à l'état civil,
- le tutorat,

Face à ces problèmes qui ne militent pas en faveur du développement du secteur éducatif des actions sont à mener.

Ainsi nous pouvons :

- Redynamiser l'intégration école française et école coranique,
- Sensibiliser les populations sur l'importance de cette intégration,
- accorder plus de volume horaire au maître arabe,
- lutter contre les abandons,
- faciliter l'accès d'extrait aux élèves par l'organisation d'audiences foraines rapprochées,
- inciter les populations à un système de parrainage des élèves,

Améliorer la qualité de l'enseignement en :

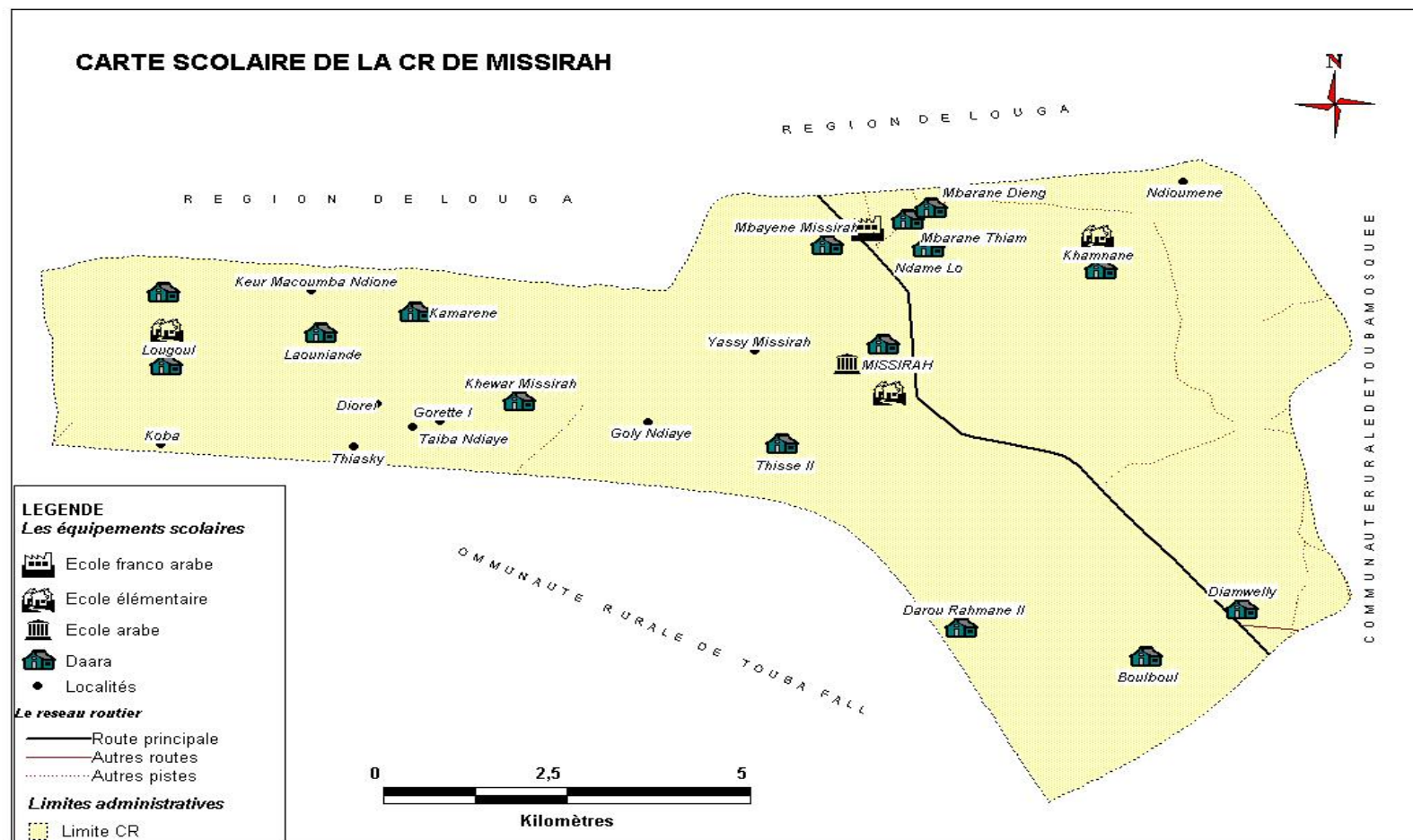
- relevant le niveau de l'enseignement par le biais de la formation continue,
- sensibilisant les parents sur l'utilité de l'éducation de base,

Faciliter l'accès aux manuels et fournitures en :

- redynamisant les APE,
- augmentant la subvention du conseil rural aux écoles,
- créant des centrales d'achat au niveau de chaque village pilote,

Réduire l'utilisation des filles aux travaux domestiques en :

- sensibilisant les parents d'élèves sur l'utilité de mettre les filles à l'école,
- allégeant les travaux domestiques,



TABEAU N°9 : DIAGNOSTIC DU SECTEUR DE L' EDUCATION ET DE LA FORMATION

POTENTIALITES	CONTRAINTES	CAUSES	SOLUTIONS
✓ Existence de huit écoles françaises scolaires ✓ Présence de partenaires et appui du Conseil Rural ✓ Existence de cantines scolaires ✓ Existence de classes d'alphabétisation ✓ Existence de nombreux daaras et écoles arabes	✓ Faible adhésion ✓ Manque d'organisation au niveau des daaras et école arabe ✓ Conditions difficiles des talibés ✓ Système éducatif inadapté aux réalités ✓ Déficit en infrastructures éducatives ✓ Absence de cycle secondaire ✓ Difficultés d'accès à l'éducation et à la formation ✓ Mariages précoces ✓ Taux élevé d'analphabétisme ✓ Déperdition scolaire ✓ Taux d'abandon élevé ✓ Insuffisance des toilettes ✓ Absence de mur de clôture ✓ Faible taux de scolarisation	Analphabétisme et ignorance Manque de moyens, faible niveau de vie	✓ Construction d'autres écoles ✓ Assistance et appui institutionnel aux daaras ✓ -Adapter le système éducatif aux réalités du milieu ✓ -Construction d'un CEM à Missirah ✓ Renforcer les fonds alloués par le CR ✓ Construire des murs de clôture et des logements pour les écoles qui n'en disposent pas. ✓ Sensibiliser les parents pour une meilleure adhésion à l'école et pour l'abandon des mariages précoces ✓ Compléter les cycles pour les écoles éloignées ✓ Mise en place de cantines scolaires pour les écoles qui n'en disposent pas ✓ Implanter des centres d'alphabétisation au profit des GPF, GIE ✓ construction de toilettes pour les écoles qui n'en disposent pas
✓ Effectif important pour la fréquentation de ces daaras		✓ Non prise en compte des daaras par le système éducatif formel ✓ Absence de daaras modernes dans toute la CR	✓ Assister les daaras ✓ Création de daaras modernes dans la CR ✓ Créer des écoles franco-arabes dans la CR ✓ Sensibiliser les parents, les Chefs religieux et les maîtres coraniques.

4.1.3. Diagnostic du secteur de l'hydraulique

La Communauté Rurale de Missirah compte 04 forages dont deux motorisés

Le forage Missirah réalisé par l'Etat du Sénégal en 2010, a une profondeur de 285m, il est doté d'un château d'eau d'une capacité de 100 m³, ce forage desserve sept villages.

- Le forage de Darou rahmane II est le plus ancien de la CR, il a été réalisé depuis l'époque coloniale en 1952, sa profondeur est de 295m il dispose d'un réservoir au sol de 800 m³ et d'un château d'eau de 100m³.
- Le forage de khéwar réalisé par le projet PNIR en 2005 a une profondeur 290m il ne dispose pas de château d'eau et polarise le seul village de Darou salam ngaye situé a presque d'1km du forage.
- Trois puits forage à Lougoul et Koba et Darou rahmane avec une profondeur dépassant les 75m ne sont pas équipés.
- 24 puits dont 14 non fonctionnels avec des profondeurs variant entre 35 et 70m, ils sont répartis dans presque tout l'étendu du terroir. Les 42% des puits fonctionnels sont plus utilisés dans la zone Ouest (Taïba Ndiaye, Diorel).
- 26 Bornes Fontaines (BF) localisées à : Missirah , Diamwéli II, Beye Peulh ,Béye wolof, Thiaréne, Yessi, Golli ndiaye, Mbayenne missirah, Mbarane Thiam, Mbarane Dieng, Ndame Lo, Khamnane, Ndiouméne, Louméne, Thioiump Diaw , Thioump Sarr, Darou rahmane 2, Khéwar Missirah , Diorel, Taiba Ndiaye ; Touba Kadam, Laoniandé, keur macoumba ndiaye, lougoul, thiasky , Sambé.
- 105 Branchement Particulier (BP)

TABLEAU N° 10: INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES

FORAGES	PUITS	BORNES FONTAINES	BRANCHEMENT PARTICULIER	POLARISATION
Missirah	10	12	76	polarise 7 villages
Mbayenne Missirah	07	07	25	Polarise 4 villages
Khewar Missirah	07	11	02	Polarise 14 villages

Source : ASUFOR

Malgré ce fort potentiel en infrastructures hydrauliques et le taux d'accès qui est de 76%, la CR reste toujours confronté au réel problème d'accès à l'eau potable qui est dû entre autre :

- **à la sous valorisation des forages existants :**
 - la faiblesse du réseau d'adduction d'eau,
 - des pannes fréquentes engendrées par la vétusté et la mauvaise gestion des installations,
- **au sous équipement des forages,**
 - la mauvaise gestion des forages entraînant la faible rentabilité économique de l'eau.
 - La vétusté des puits qui sont tous mal entretenus et mal construits avec des matériaux de mauvaise qualité.

Les forages de Missirah et de Khéwar Missirah ne disposent pas de groupe électrogène adéquat pour supporter toute la demande des populations locales. En effet, l'électricité n'est pas encore arrivée aux villages de Khéwar Missirah et de Darou Rahmane II pour que leurs forages puissent fonctionner convenablement. En plus de cela, il n'existe quasiment pas de points d'eau alternatifs en cas de panne des forages.

Pour ce qui est du forage de Missirah, le réseau de l'adduction d'eau ne couvre même pas tous les ménages du village. Du coup, des localités comme Diamwély, Thissé, Daaray S. Khadim, Bèye Wolof jusqu'à Minam ne bénéficient pas encore d'adduction d'eau.

Le forage de Khéwar Missirah n'approvisionne pas ses villages environnants pas leur manque d'adduction d'eau. Le PNDL avait initié un projet d'étendre son réseau d'adduction d'eau jusqu'à Lougoul en passant par de nombreux villages, mais le dit projet n'est pas encore réalisé. En outre, la pompe à eau du forage de Khéwar Missirah a un très faible débit par rapport à l'importance de la demande.

Concernant Darou Rahmane II, son forage est tombé en panne depuis plus de 2 ans. En effet, les branchements domestiques ainsi que les bornes fontaines ne disposent pas de compteurs, ce qui fait que l'ASUFOR en place a beaucoup de mal à monnayer convenablement le prix de l'eau. Au début, le comité fixait le prix à 600FCFA par couple, ensuite à 10FCFA la bassine d'eau, mais tout cela n'a pas pu bien fonctionner. Ce problème est accentué par le développement de la ville de Touba qui commence à s'approcher de Darou Rahmane II. La plupart des habitants du village préfèrent ainsi aller puiser de l'eau à Touba où elle est gratuite.

Face à cette situation qui plonge toute la population et le bétail dans les difficultés, le conseil rural a décidé de mettre l'accent d'ici 2015 sur une prise en charge effective des préoccupations des populations liées à l'eau.

Ainsi, ces activités ont été retenues :

- Doter les forages de Missirah et de Khéwar Missirah de groupes électrogènes et étendre leur réseau ainsi que leurs adductions d'eau. Ceci pourra ainsi approvisionner tous les ménages des deux villages de même que les villages environnants.
- Elargir les abreuvoirs des forages pour permettre au bétail de bien s'approvisionner.
- Doter le forage de Missirah d'une pompe à eau plus adéquate pour satisfaire davantage une bonne partie de la demande.
- Equiper le forage de Darou Rahmane II d'un groupe électrogène plus puissant et mettre des compteurs pour les branchements domestiques ainsi que les bornes fontaines.

LES ASUFORS

L'ASUFOR du forage de Khéwar Missirah est géré par un bureau intérim. En effet, depuis la disparition de l'ancien gérant, le bureau n'a pas encore tenu une assemblée générale pour se renouveler. Les membres de l'ASUFOR sont ainsi composés de différentes personnes issues de l'ensemble des villages que polarise le forage ainsi que les représentants des différentes ethnies de la zone.

Missirah est géré par des membres issus essentiellement d'OCB et de GIE de la zone qui sont en même temps les délégués des bornes fontaines. Le paiement du gestionnaire est de 10% des recettes du mois.

L'ASUFOR de Darou Rahmane II ne fonctionne plus du fait que le forage en question est tombé en panne depuis plus de deux ans.

TABLEAU N°11 : BILAN DIAGNOSTIC DE L'HYDRAULIQUE DANS LA CR DE MISSIRAH

POTENTIALITES	CONTRAINTES	SOLUTIONS
- Existence de 04 forages (Khéwar Missirah, Missirah et Darou Rahmane II Mbayenne missirah) et d'équipement hydrauliques - Existence d'une nappe phréatique avec une eau favorable au maraîchage - Existence de plusieurs marres dans la zone	Sous exploitation des fores existants	- Doter les forages de Missirah et de Khéwar Missirah de groupes électrogènes et augmenter le réseau de leurs adductions d'eau - Elargir les abreuvoirs des forages - Doter le forage de Missirah d'une pompe plus adéquate - Equiper le forage de Darou Rahmane II et mettre des compteurs pour les branchements domestiques - Mettre en place des marres artificielles pour l'abreuvement du bétail
	Accès difficile à l'eau des puits	

4.1.4. Diagnostic du secteur de la jeunesse sports et culture

La CR de Missirah compte plusieurs ASC ainsi que des dahiras composés essentiellement de jeunes. On compte ainsi deux ASC, une pour chacun des villages environnants. Ces ASC font essentiellement des activités d'agriculture et d'élevage puisque le sport notamment le football n'est pas très apprécié dans la zone⁹.

Concernant l'agriculture, les jeunes issus des ASC peuvent bénéficier de prêts de semences de la part de la CR avec les crédits revolving. Ainsi, les champs collectifs qu'ils partagent font l'objet de cultures diverses à tour rotative.

De même pour l'élevage, une ASC peut s'offrir, toujours avec les fonds empruntés, du bétail qu'elle prend en charge afin de le revendre avec des bénéfices toujours gérés collectivement. Mais elle rencontre en même temps des contraintes liées à la vaccination et au vol du bétail.

La CR comptait aussi une ASC communautaire qui regroupait la quasi-totalité des jeunes de la localité. Cette association gérait ainsi les fonds de dotation alloués à la jeunesse et au sport qu'elle acquérait par le biais du Conseil rural. L'ASC communautaire gérait, à cet effet, les fonds avec des crédits revolving octroyés aux membres en règle. Mais cette ASC communautaire ne fonctionne plus depuis la période 2009/2010 et, du coup, n'absorbe plus les fonds de jeunesse et sport que l'Etat leur octroyait. Cela aurait dû à une éventuelle malversation des fonds par un responsable et surtout à un laxisme des jeunes pour redynamiser la structure.

Ainsi, d'après les enquêtes, les principales activités économiques des jeunes dans la zone sont l'élevage et l'agriculture. Cela est dû à l'inexistence d'activités de contre saison qui pousse la plupart des jeunes à trouver du travail dans d'autres villes comme Touba, Mbacké ou Dakar. Cet exode des jeunes vers d'autres localités est dû notamment au manque de financement de leurs activités, à un accès difficile au crédit pour mener des projets fiables.

⁹ Par rapport à ces nombreuses difficultés que rencontrent la jeunesse de Missirah, certaines propositions ont été émises comme :

⁹ Le marabout l'interdit bien que certains jeunes le pratiquent encore

- Doter aux jeunes de la CR des terres cultivables pour l'agriculture sous pluie ainsi que la culture maraîchère
- Mettre en valeur le terrain¹⁰ dont disposent les jeunes pour des activités génératrices de revenus
- Redynamiser l'ASC communautaire pour pouvoir encore absorber les fonds qui leur sont alloués¹¹
- Donner aux jeunes de la CR un terrain exclusivement réservé au sport notamment le football.

4.1.5. Analyse de l'allègement des travaux de la femme

Conformément aux principes affirmés dans la Constitution qui reconnaît de manière explicite les droits des femmes notamment ceux liés à l'accès aux terres. Il s'efforcera aussi d'harmoniser les lois nationales et la convention relative à l'élimination de toutes formes de discriminations à l'égard des femmes et la charte sur les droits de l'homme. À cet effet, des dispositions seront prises pour : promouvoir les droits des femmes et des filles par la sensibilisation de toutes les populations, la vulgarisation des textes dans le cadre de la SNEEG à travers le renforcement de la législation en vigueur et l'adoption de dispositions particulières pour sa mise en application effective, améliorer la situation économique et sociale des femmes en situation de vulnérabilité en particulier par la mise en place d'infrastructures d'allègement des travaux domestiques, la mise à la disposition des femmes rurales de technologies et équipements appropriés pour la transformation et la conservation des produits; renforcer les capacités des femmes pour réduire leur vulnérabilité par des mesures spécifiques dans le cadre des programmes sectoriels de l'éducation, de la santé et de la justice etc.; améliorer l'accès et le séjour des filles dans tous les niveaux d'enseignement et promouvoir l'enseignement professionnel pour les femmes et les filles et promouvoir l'amélioration de la situation de santé des femmes, des filles et des enfants, lutter contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles. Dans le souci d'améliorer les conditions de Ces Unités pour la plupart mise en place par l'Etat, les privés et les partenaires de la CR, concourent à alléger les travaux des femmes au niveau des ménages. La gestion de ces UTC par les GPF pose énormément de problèmes car les comités de gestion qui sont chargés d'assurer le fonctionnement sont confrontés à des difficultés liées à la gestion, à la tenue de la comptabilité et au suivi-évaluation des activités.

¹⁰ Les jeunes de la localité disposent d'un terrain que le chef de village de Missirah leur a octroyé.

¹¹ Les jeunes doivent organiser ainsi une assemblée générale afin de renouveler le bureau et travailler de concert avec le Conseil régional de la jeunesse afin d'éviter les détournements

TABLEAU N° 12 SITUATION DE MOULINS AU NIVEAU DE LA CR/ZONE

ZONE	NOMBRE DE MOULIN A MIL	OBSERVATIONS
Missirah	03	Privé
Mbayenne Missirah	02	NF
Khéwar Missirah	01	NF

Aujourd'hui dans le souci de mieux prendre en compte les préoccupations des femmes le CR s'attelle à :

- mettre en place un cadre de concertation au niveau local,
- régler le problème de la parité au niveau des instances de représentation,
- faciliter l'accès au crédit,
- alléger et diminuer les charges ménagères,
- inciter la CR à jouer son rôle de coordination des différents intervenants dans ce secteur au niveau local,
- informer et sensibiliser les femmes aux différents produits mis à leur disposition par l'état (crédit femme, fonds entrepreneuriat féminin),
- Organiser un forum sur la problématique de la femme au niveau de Missirah,
- Assurer la circulation de l'information en activant le réseau de la fédération locale des GPF.

CARTE N° 7 : LA SITUATION HYDRAULIQUE

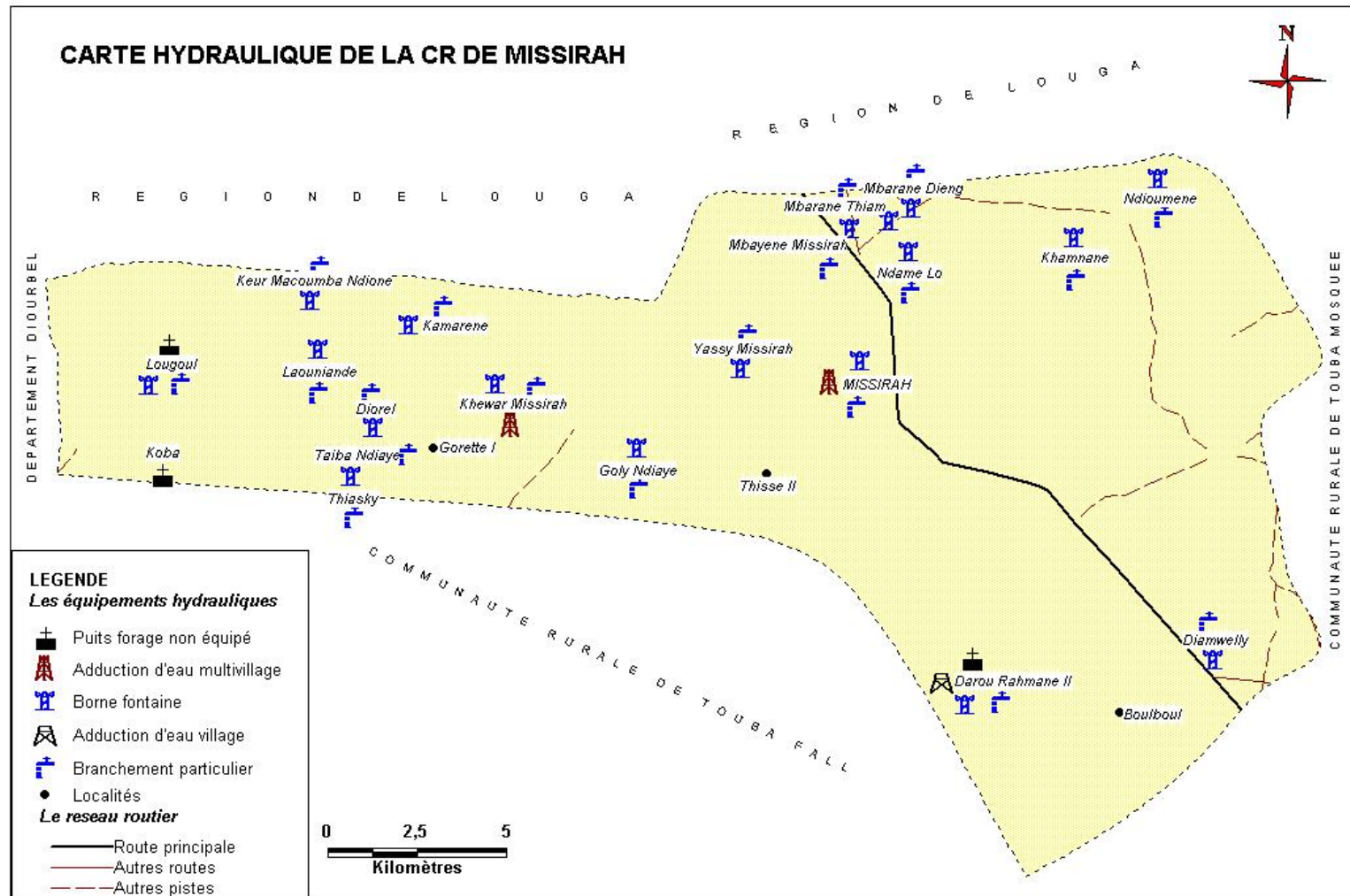


TABLEAU N°13 : ALLEGEMENT TRAVAUX DE LA FEMME

DOMAINES	CONTRAINTES	CONSEQUENCES	SOLUTIONS PROPOSEES
Education non formelles	Difficultés des femmes à accéder à la scolarisation Faible couverture de la zone	Analphabétisme retard dans les actions de développement	Créer des classes d'alphabétisation recruter des facilitateurs Augmenter le nombre de classes dans les villages enclavés n avec dotation en manuels et en équipements
Formation des acteurs	Faible taux d'accès des femmes aux programmes de renforcement des capacités	Ignorance et non implication des femmes dans aucun domaine	Renforcer les formations par des programmes de renforcement Généraliser les programmes dans tous les autres villages
Accès aux instances de décisions	Faibles accès des femmes aux instances de décisions	Manque de responsabilité ne jouissent pas de leur droit Capacité d'intervention limitée	Favoriser l'émergence des femmes Favoriser l'intégration massive des femmes dans les instances de décision
Accès à la terre	Faible accès à la propriété foncière et accès difficile à la terre	Accroissement de la pauvreté	Attribuer des terres aux femmes

4.16. Analyse de la situation des groupes vulnérables

Pour les enfants en situation de vulnérabilité, l'objectif est de renforcer les actions prioritaires menées pour éliminer les pires formes de travail des enfants et les protéger contre toutes formes d'exploitation, d'abus et de violence. Il s'agira plus spécifiquement de : développer une stratégie de prise en charge et de réinsertion sociale des enfants en conflit avec la loi et des enfants en situation difficile créer et renforcer les capacités des institutions spécialisées de prise en charge des enfants en situation de vulnérabilité renforcer la législation en vigueur en matière de protection de l'enfant et prendre les dispositions pour assurer une application effective, développer des actions d'information, de communication sociale, de recherche, de plaidoyer, de renforcement de capacités et de promotion d'actions directes pour éliminer l'exploitation des enfants par la mendicité, les mariages précoces, assurer une meilleure prise en charge des enfants victimes du VIH/SIDA et des maladies chroniques, faire un plaidoyer auprès des autorités politiques, religieuses, coutumières, partenaires au développement et de toute la communauté en faveur de meilleures conditions de vie des talibés, prendre des mesures et des dispositifs pour la généralisation de l'enregistrement à l'état civil et poursuivre et renforcer l'aménagement des espaces et des infrastructures favorables à l'épanouissement des enfants.

Pour les jeunes et les adolescents, l'État s'attachera à améliorer leurs conditions de vie et à promouvoir leur insertion sociale et économique. A cet effet, les actions prioritaires pour réduire leur vulnérabilité seront menées en vue de :

Préserver les jeunes et les adolescents des IST/SIDA et des problèmes de santé de la reproduction par l'accroissement du nombre de centres de conseils ADO,

-renforcer les programmes d'insertion sociale et économique des jeunes à travers la décentralisation et le renforcement des ressources du Fonds national d'Action pour l'Emploi (FNAE), du Fonds national de Promotion de la Jeunesse (FNPJ) et de l'Agence nationale pour l'Emploi des Jeunes (ANEJ),

-lutter contre la drogue et le tabagisme à travers le développement des programmes de prise en charge des jeunes toxicomanes, une formation adéquate des jeunes pouvant déboucher sur un emploi développer des programmes de filets de sécurité pour les jeunes travailleurs (marchands ambulants, cireurs, restauratrices, artisans,).

Compte tenu des interrelations **population-développement** et l'impact de certaines tendances démographiques sur les groupes vulnérables, l'État prendra des mesures pour assurer une meilleure maîtrise des phénomènes démographiques. Conformément aux volontés de l'Etat consignés dans le DRSP, le Plan National d'Action des femmes, le Conseil

Rural s'engage à mieux prendre en charge les préoccupations des femmes, des jeunes, des handicapés et des enfants utilisés dans les corps de métier.

Les femmes de la Communauté Rurale se retrouvent à l'intérieur des GPF (16 GPF) et sont actives dans les secteurs du petit commerce, du crédit revolving et de la tontine dans une échelle réduite.

Aujourd'hui, avec l'appui du CADL et de l'assistante communautaire, un processus de formalisation est engagé et entraîne à son actif tous les GPF. Toutefois, il faut reconnaître qu'à l'heure actuelle, les activités réalisées par les GPF sont mitigées à cause du faible niveau du comité de gestion et du profil peu adéquat de leurs membres. Concernant les jeunes, ils se retrouvent au niveau des ASC qui ne fonctionnent que pendant les navétanes. Face au phénomène de pauvreté marqué par une absence totale de ressources, les jeunes sont gagnés par l'oisiveté et par l'exode rural dépouillant ainsi la Communauté Rurale de toute sa force active.

Aujourd'hui, toutes ces ASC sont informelles et aucune dynamique de développement engagée par les jeunes au niveau local n'est sentie.

De mental à moteur en passant par le visuel, ces handicapés sont livrés à eux-mêmes et ne disposent d'aucune assistance ni de la part de l'Etat, ni de la Communauté Rurale, encore moins de ses partenaires.

Ce qui place la population dans une situation de vulnérabilité totale. A cela s'ajoute l'accès difficile des femmes aux soins de santé dû à une insuffisance de personnel et de structures sanitaires peu fonctionnelles.

4.1.7 .Diagnostic du secteur des transports et communications

La CR de Missirah est traversée par la route bitumée Kébémer-Darou Mousty-Touba sur une distance de 16 km. Celle-ci rend accessible peu de villages de la CR car les principaux se trouvent à l'intérieur de la CR ;

On trouve aussi dans la CR des pistes de production telles que Missirah-Khéwar Missirah, Missirah-Nghaye-Touba Fall-Darou Khafor. Les pistes sablonneuses desservent la plupart des villages et sont empruntées par les véhicules et par les charrettes hippomobiles.

TABLEAU N°14 : LES PISTES SABLONNEUSES

VILLAGES	KILOMÉTRAGES
Missirah-----Khéwar missirah	5km
Missirah ----Mbayenne missirah	4km
Missirah---- Lougoul	11km
Missirah---- Thiasky	8km
Missirah---- Thissé II	2km
Missirah ----Diorel	7km
Missirah ----Darou rahmane II	4km
Missirah -----Keur macoumba dione	8km
Misirah ----Mbarane dieng	4km
Missirah -----Mbarane thiam	3km
Missirah----- Laoniendé	7km
Missirah----- golly ndiaye	2km
Missirah---- Gdiouméne	8km

Le manque d'organisation des transporteurs de la localité s'illustre par l'absence de circuits de transport public dans la CR. Cela d'autant qu'il n'a pas de parcs automobiles dans la contrée. Les villages intérieurs sont confrontés à des problèmes d'enclavement et de transport liés surtout à la qualité des pistes de production particulièrement sablonneux surtout à lougoul et à ndiouméne.

Le transport hippomobile constitue une activité primordiale de par les opportunités qu'il offre aux populations particulièrement ceux des villages périphériques pour se déplacer lors des cérémonies ou manifestations. Pour la téléphonie, il faut noter une couverture presque totale de la CR avec les différents réseaux du mobile. Mais dans ce domaine, il est souhaitable que les réseaux soient intensifiés pour une meilleure couverture. La couverture radiophonique est quand à elle presque parfaite car toutes les chaînes de radio y sont écoutées de même que les chaînes de télévision. Mais la qualité doit être améliorée.

TABLEAU N°15 : DIAGNOSTIC SECTEUR TRANSPORT

POTENTIALITES	CONTRAINTES	SOLUTIONS
Route bitumée Touba –Darou Mousty qui traverse la CR sur 16 km, Piste de production Missirah-Nghaye-Touba Fall-Darou Khafor Piste de production Missirah-Khéwar Missirah	Enclavement et difficultés d'accès dans certaines zones de la CR Pistes latéritiques peu praticable	Ouvrir d'autres pistes de production Goudronner la route Missirah-Nghaye-touba Fall- Darou Khafor
Existence du véhicule du PCR et de celui du Marabout	Absence de système de transport publique	Faciliter l'acquisition de véhicules de transport public Organiser une rotation des bus TATA à partir de Touba Mieux organiser les transporteurs
Existence des réseaux GSM ; Orange, Tigo, Expresso, canal Horizon, et des chaînes de télévisions et de radios Nationales	Disparition des télécentres	Densifier les réseaux pour une meilleure couverture télévisuelle et radiophonique Installer une radio communautaire

4.1.8. Diagnostic du secteur du commerce

La Communauté Rurale de Missirah dispose de peu d'infrastructures marchandes.

- ✓ 09 boutiques
- ✓ 02 magasins de stockage
- ✓ 01 marché permanent à dans le chef lieu de la CR

Les nombreuses difficultés auxquelles sont confrontées les populations pour asseoir et impulser un développement économique local axé sur le commerce.

Parmi ces difficultés, on note :

- ✓ l'écoulement des produits,
- ✓ la conservation des produits,
- ✓ l'accessibilité aux produits surtout pendant la période hivernale,
- ✓ la faiblesse des revenus
- ✓ absence de chaîne de froid

En effet, il faut retenir que toute l'activité commerciale se fait au niveau du village de Missirah. L'absence de marché hebdomadaire fonctionnel dans la CR de Missirah ne favorise pas l'échange entre les populations qui sont obligées de se rabattre jusqu'à Touba pour certains pour se procurer quelques produits.

TABLEAU N°16 : SECTEUR COMMERCE

POTENTIALITES	PROBLEMES	CAUSES	SOLUTIONS
01 boutique à Mbayène Missirah 01 boutique à Khamnane 04 boutiques de maison 03 boutiques à missirah Pratique de petit commerce Importance de la demande en produit de consommation	Absence de sécurité Manque de moyens Difficultés d'approvisionnement en marchandises (surtout les denrées de premières nécessités) Manque d'organisation Inexistence de marchés d'accès aux crédits Difficulté d'accès au crédit	Baisse des revenus Faiblesses offre en infrastructures commerciales et de insuffisance de lieux d'échange	Construire des boutiques en dur Renforcer la vigilance et l'entraide communautaire Affiliation et organisation à la chambre des métiers Diversifier les besoins de consommation, Organisation et inscription à la chambre de commerce Achever le marché hebdomadaire de Missirah

4.2. Activités socio économiques

4.2.1. Diagnostic du secteur de l'Agriculture

Avec des sols Dior et Deck-Dior, la communauté rurale de Missirah est une zone d'agriculture sous pluie par excellence. Favorisée par une bonne pluviométrie ces trois dernières années en particulier, l'ensemble des terres sont utilisées pour cette activité en hivernage, en dehors des alentours des marres réservées à l'élevage.

La majeure partie du potentiel foncier de la communauté rurale est détenue par les familles des chefs religieux mourides ou par leur talibé en dehors des zones occupées par les peulhs qui, comme l'indique le profil historique, sont les premiers occupants de la zone. La plupart des terres sont acquises par droit de hache. Même si elles sont possédées par une minorité, les liens de parenté existant entre les populations et le bon voisinage permettent un système de prêt pour les plus démunis. Grâce à l'appui de l'Etat les agriculteurs ont pu bénéficier de semences et d'engrais subventionnés dans le cadre de la GOANA. Les difficultés d'accès à l'engrais font de l'élevage le principal soutien de l'agriculture à laquelle il fournit la fumure organique par le parage du bétail.

L'apport de l'élevage porte aussi sur l'existence d'animaux de trait (chevaux et ânes) qui permet la culture attelée. La communauté rurale connaît une mouvance associative très dynamique structurée par de nombreux groupements de femmes, de GIE, d'ASC et de fédération d'organisations tels le conseil local de la jeunesse, le CLCOP et le syndicat local des paysans. Leur apport à l'agriculture est déterminant en matière de prise en charge des préoccupations des producteurs¹².

Les focus ont révélé l'octroi de subventions de la part du conseil rural dans le cadre du fonds de dotation à la jeunesse utilisées pour permettre aux jeunes de mener des activités agricoles. L'encadrement local peut être considéré comme un atout majeur dans le développement de l'activité agricole il s'agit de l'équipe du CADL renforcé par la présence d'un agent de l'ANCAR.

¹²¹² Le mouvement associatif-syndical a été à la tête des revendications pour des semences en bon état à défaut d'être de qualité en exerçant un véritable contrôle sur ces intrants avant leur distribution

Le maraîchage n'est pas pratiqué à une grande échelle dans la communauté rurale bien qu'on note de réelles potentialités dans ce domaine. Dans la zone de Missirah par exemple il existe de l'eau douce et de bonne terre. La proximité d'un marché (Touba, Mbacké) très important pour l'écoulement des produits est une très grande opportunité pour l'activité. Il en est de même de l'existence de la fumure grâce à l'élevage pratiquée dans la zone qui peut être d'un apport non négligeable.

L'augmentation de la population et l'élargissement des familles héritiers du droit de hache ont exercé une telle pression sur les terres qui, en plus de s'appauvrir, se font de plus rares. Il s'ajoute à cela le manque de système de régénération des sols et l'abandon des friches et des jachères.

On observe par ailleurs une sorte de tendance à la redistribution de l'émigration vers Touba, au profit de la zone de Missirah où le problème d'eau est tout de même un peu moins ardu. Il en résulte une certaine pression sur les terres qui réduisent les espaces réservés à l'agriculture et l'élevage¹³. La question foncière se pose également dans la zone en termes de genre. En effet malgré leur présence remarquée dans les activités productives rurales, les femmes accèdent à la terre mais aussi aux intrants sous le couvert de leur conjoint.

Les intrants en l'occurrence les semences les engrais, le matériel agricole, les produits phytosanitaires et la commercialisation, cristallisent des difficultés majeures pour l'agriculture. Les semences en plus d'être insuffisantes sont de très mauvaise qualité.

De plus leur mise à disposition des paysans se fait très tardivement et en pleine période de soudure. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'elles sont sujettes à des phénomènes de spéculations qui font profiter aux commerçants les subventions consenties par l'Etat pour les mettre à la portée des agriculteurs. Pour ce qui concerne les engrais ils sont très peu utilisés à cause de leur prix élevé et leur vente au comptant¹⁴. Quant aux matériels agricoles ils sont

¹³ Il a été signalé une demande de plus en plus forte de terrain à usage d'habitation notamment autour de Missirah

¹⁴ D'ailleurs dans beaucoup de village centre de communauté les stocks de l'année dernière sont visibles

surtout marqués par leur vétusté et leur rareté¹⁵. S'agissant des produits phytosanitaires, les agriculteurs sont dans de sérieuses difficultés à cause de leur insuffisance au regard de l'importance des dommages causés aux sols, aux plantes, et aux récoltes surtout vers le nord ouest de la communauté rurale.

La commercialisation des arachides dans la zone pose d'énormes difficultés. Ici le véritable problème est que l'Etat prend certes de bonnes dispositions mais ne semble avoir aucune maîtrise sur les opérateurs. Rares sont parmi eux ceux qui officient effectivement au niveau de leur lieu d'affectation¹⁶ et, de surcroît, leur répartition ne permet pas un accès facile pour les producteurs au point de collecte à cause de leur éloignement. Au niveau de la société civile rurale, bien qu'elle soit très engagée sur le front de la prise en charge des revendications de populations, la mouvance associativo-syndicale connaît des problèmes de moyens et d'organisation (voire le point sur les OCB).

Les problèmes du maraîchage évoqués dans la communauté rurale portent notamment sur l'encadrement pour la maîtrise des techniques de maraîchage et la protection des exploitations. L'on peut cependant passer sous silence les problèmes des attaques d'insectes et de ver avec une lutte phytosanitaire très déficiente à cause de l'absence de produits et de matériels.

4.2.2. Diagnostic du secteur de l'Elevage

L'élevage est favorisé par la présence de bétail en nombre relativement important, l'existence de forage permettant l'abreuvement de celui-ci en saison sèche et, un pâturage accessible surtout durant cette période, sont les principales ressources et potentialités de la CR.

Le cheptel est assez diversifié il reste cependant dominé par les ovins. Quant au forage on en compte trois dans la communauté rurale, équipés d'abreuvoir. En saison des pluies les besoins en eau pour l'alimentation animale sont satisfaits par les nombreuses marres présentes dans la communauté rurale.

¹⁵ Les focus ont permis de constater qu'un stock géré par le sous préfet existait au niveau de Touba pendant une assez longue période mais à cause d'une mauvaise communication tous les intéressés n'avaient pas l'information.

¹⁶ Les focus ont permis d constater que la plus part des opérateurs après avoir obtenu la signature du chef de village s'installent à Touba et achètent à des prix souvent en deçà du prix officiel

L'accès à ces points d'eau se fait grâce à l'existence de chemin de bétail qui selon les personnes rencontrées sont bien respectés, tout au moins dans certaines zones. S'agissant des pâturages ils n'existent qu'autour des marres en saison des pluies et au niveau des jachères.

En saison sèche ils sont constitués par les zones libérées des cultures. On note dans la communauté rurale une présence assez importante de « Kadd » mais aussi de baobab et de « seng » fournissant un fourrage aérien ou des fruits appréciés par les animaux, non négligeables.

En termes d'équipement et en dehors des équipements hydrauliques, la communauté rurale abrite deux parcs à vaccination et un foirail. L'étude des flux externes de la communauté rurale laisse apparaître que l'élevage bénéficie d'un important marché d'écoulement au niveau de la ville de Touba. La proximité de ce marché peut encourager le développement de cette activité et constituer un atout majeur pour son expansion. Le mouvement associatif articulé autour de l'élevage se développe de plus en plus avec la création de nombreux GIE et l'existence d'une maison des éleveurs. Ces structures participent de manière significative à une plus grande professionnalisation de l'activité. À l'instar des autres secteurs, l'élevage a bénéficié de l'appui de l'Etat dans le cadre de la GOANA. C'est ainsi que les projets d'insémination et la fourniture d'aliments de bétail subventionnés ont été appréciés par les acteurs.

L'exiguïté de l'espace pastorale est l'une des principales contraintes de l'élevage. La pression de l'agriculture ne laisse aucune place à l'élevage qui se résume au ouroum des marigots, surtout en période d'hivernage, continuellement grignoté par l'avancé des terres agricoles.

Les chemins qui y mènent sont dans la même situation en plus du fait qu'ils sont trop longs pour les animaux à cause des détours. Même si les jachères n'ont pas encore totalement disparu ils sont difficilement accessibles à cause des risques de pénétration des animaux qui les auraient utilisées, dans les zones de culture.

L'utilisation exagérée des terres pour l'agriculture est à l'origine de beaucoup de conflits entre agriculteurs et éleveurs qui, de plus en plus, pèsent sur la cohésion sociale au niveau de la communauté rurale (zone de Missirah).

En effet, les amendes infligées aux éleveurs en cas de conflits sont jugées trop lourdes. Pour l'alimentation en eau du bétail on observe une insuffisance des abreuvoirs dont la construction ne suit pas l'augmentation du cheptel.

On note ainsi des phénomènes de surcharge qui sont des vecteurs de prolifération des maladies. La commune souffre également de problèmes de parc à vaccination il n'en abrite que 2 qui sont en très mauvais état.

Au niveau des parcs se posent également un problème de répartition car certains villages n'y avaient pas accès à cause de leur localisation ne tenant pas suffisamment en compte la position des villages.

➤ **Les solutions**

- Prendre en compte le cheptel ou l'élevage dans la mise en valeur de l'espace communautaire (réserver plus d'espace à l'élevage),
- Veiller à l'application stricte de l'interdiction de l'abattage des arbres,
- Créer des comités de vigilance contre le déboisement
- Améliorer la race existante par l'introduction de géniteurs
- Assurer un suivi rapproché des animaux inséminés
- Créer des parcours de bétail plus importants (plus vaste)
- Fixer d'un commun accord une date pour libérer les champs débarrassés des cultures
- Augmenter les abreuvoirs
- Créer des parcs à vaccination.
- Création d'un magasin de stockage et vente d'aliments bétail

TABEAU N°17 : DIAGNOSTIC SECTEUR DE L' AGRICULTURE

POTENTIALITES	CONTRAINTES	SOLUTIONS
- Espace cultivable et ressources foncières disponibles sols deek et deek dior propices aux activités culturelles - pluviométrie bonne ces deux dernières années - Forage pour le maraichage - activités d'élevage en appui à l'agriculture - subvention des intrants et introduction de culture de diversification - Possibilités d'acquisition de matériel agricole - Elevage d'équins et d'asins pour la culture attelée - Logistique attelée pour le transport des produits - Parc de véhicule de transport automobile - Marché d'écoulement des productions des produits de l'agriculture sous pluie et du maraichage - Formation à la transformation des produits agricoles - Structures étatiques d'appui au développement - Mouvance associative et -syndicale	- Survivance du mode de tenure traditionnelle des terres. La terre est toujours entre les mains des familles religieuses ou de leur représentant, pour la plus grande partie - Appauvrissement des terres à cause de la surexploitation et de l'érosion éolienne - Diminution des surfaces cultivables à cause de la carrière - Insuffisance de l'eau pour le maraichage - Semences distribuées très insuffisantes et à une période défavorables - Mauvaise qualité des semences - Vente au comptant des semences des engrais et du matériel agricole - Coût élevé de l'engrais - Rareté et vétusté du matériel agricole - Présence d'insectes prédateurs - Manque de moyens de lutte phytosanitaires - Coûts élevés des produits de traitement des cultures - Manque d'encadrement des paysans pour les nouvelles cultures (manioc et sésames) - Difficultés de commercialisation des arachides - Manque de moyens des structures d'encadrement - Léthargie du mouvement associatif	- Application de la loi sur le domaine national pour démocratiser l'accès à la terre - Lutte contre l'érosion éolienne - Meilleure intégration agriculture élevage - Vente à crédit de l'engrais et des semences - Mise à disposition de semences de qualité - Baisse des prix et vente à crédit des engrais - Mise à disposition des semences et des engrais à des périodes plus favorables - Renouvellement et vente à crédit du matériel agricole - Augmenter les capacités en eau du forage et équiper les puits pour permettre le développement des cultures maraîchères - Formation et ou encadrement des paysans pour les nouvelles cultures - Plus grande vigilance de l'Etat par rapport aux opérateurs - Mise en place des fonds et des opérateurs dès l'ouverture de la campagne de commercialisation - Augmenter les moyens matériels et logistiques des structures de l'Etat

4.2.3. Diagnostic du secteur de l'Artisanat

L'artisanat est caractérisé dans la Communauté Rurale de Missirah par une faible présence et production. En effet, on y trouve :

- Quelques forgerons spécialisés dans la fabrication des hilaires, des dabas et de certaines pièces de rechange des matériels agricoles,
- des maçons, qui travaillent le plus souvent dans les villes à l'image de Touba présentant une forte demande,
- des menuisiers qui fabriquent des lits, des portes,
- des tailleurs qui convoitent beaucoup de monde pendant les grands événements tels que « la tabaski, korité, Magal et les Ziars ».

La proximité de la Communauté Rurale à la ville de Touba qui regorge d'artisans beaucoup plus outillés explique en partie le niveau de délaissement de ce secteur.

L'artisanat est une activité à encourager dans la zone il constitue un atout à ne pas négliger la performance locale peut satisfaire une grande partie de la demande des populations tant dans la réparation du matériel agricole que dans leur fabrication. Elle peut également assurer le suivi des chantiers du conseil rural ainsi que la réalisation des habitations des populations

POTENTIALITES	CONTRAINTES	SOLUTIONS
Existence de : Menuiserie (métallique -bois coffrage) Tailleurs - Cordonniers - Maçons - Peintres Décorateurs - - - Electriciens - Mécaniciens Vulgarisateur - Chauffeurs Coiffeurs - teinturière	Faible dynamisme du secteur	Appui à la création d'une structure communautaire dédiée aux artisans
	Faible niveau d'organisation	Adhésion à la chambre de métiers
	Manque de moyens financiers	Adhésion à la chambre de métiers et ouverture de compte aux SFD (Services Financiers)
	Difficultés écoulements des produits	Organisation foire d'exposition locale
	Cherté matière premières	Organisation et achat groupés à Dakar et Touba
	Difficultés d'accès aux crédits	Créer les conditions de mise en place d'une fédération des artisans (adhésion chambre des métiers)
	Difficultés d'accès au marché public	Prendre contact avec le Conseil Rural pour un appui la main d'œuvre locale
	Sous équipements des artisans	Renouvellement des instruments de travail
Forgerons Crochet (broderie à la main) Mécaniciens Couturières Potières	Accès difficile aux matières premières	Organisation des artisans Adhérer chambre de métier Achats et commandes groupés
	Problèmes écoulement des produits	Améliorer la qualité des produits et organiser une foire d'exposition locale

4.3. Environnement et gestion des ressources naturelles

La communauté rurale de Missirah ne dispose pas forêts classées ou communautaires. Le peu arbre dont dispose la CR est victime de coupe abusive pour le bois de chauffe et le pâturage aérien de la part des éleveurs. A cela, s'ajoute l'extension non contrôlée des terres de cultures et les feux de brousse par la pratique de la culture sur brulis. L'environnement est un secteur marqué par l'absence de stratégie de gestion durable des ressources naturelles par :

- une faible responsabilisation des populations,
- une absence d'espaces de dialogue,
- une commission environnementale peu dynamique.
- l'absence d'informations relatives à l'importance de l'environnement et des moyens de répressions à l'encontre des contrevenants.

Ce secteur qui revêt une importance capital avec les effets des changements climatiques nécessite des actions pour apporter des solutions aux manquements constatés. Ainsi nous pouvons :

- ***Lutter contre l'abattage abusif des arbres par :***
 - l'alternative aux autres sources d'énergie (foyers améliorés, gaz)
 - la création d'une commission environnement accompagné par un renforcement de capacité et la mise à disposition de moyens.
- ***Lutter contre les feux de brousse par :***
 - la mise en place de comités de lutte au niveau de chaque village
 - sensibilisation sur l'alternative à la culture sur brûlis.
 - Améliorer la gestion des ressources naturelles en :
 - impliquant et responsabilisant les populations,
 - élaboration et vulgarisation d'une convention par la CR avec l'appui technique pour la protection de l'environnement
 - appliquant la loi dans toute sa rigueur aux contrevenants.

4.4. Habitat et cadre de vie

Avec l'existence d'émigrés, la CR a connu un grand essor dans les domaines de l'habitation et du cadre de vie. Mais il existe maints difficultés d'urbanisation, d'occupation anarchique, de non respect des normes de construction et de plan de lotissement (Missirah Peulh, Ndiaméne et Mbarane Thiam)

Les difficultés des ménages à évacuer et ramasser les ordures et les eaux usées est due à la faiblesse du système, cependant il existe des comités villageoises de développement presque au niveau de chaque village qui entreprennent périodiquement des opérations de nettoyage et lors des grands événements (Magal deTouba, Gamou).

V. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL DE LA COMMUNAUTE RURALE

Le processus de la décentralisation a enregistré des avancées significatives depuis 1996 avec l'élection de la région en collectivité locale et le transfert de certaines compétences. Toutefois, les collectivités locales rencontrent de nombreuses difficultés, notamment aux moyens budgétaires et financiers, aux faibles capacités des ressources humaines locales, au manque de synergie dans les instruments de planification et de gestion.

Pour renforcer la décentralisation et le développement local en vue de rendre plus efficace la lutte contre la pauvreté, l'État s'attachera à poursuivre et approfondir les actions et réformes en cours. Il s'agira à cet effet de : améliorer le cadre institutionnel et organisationnel par la mise en place d'un cadre global destiné à améliorer le développement local, la gestion financière et administrative des collectivités locales ; renforcer les capacités des collectivités locales avec l'amélioration des moyens humains, de la programmation ; et accroître les ressources et poursuivre les réformes budgétaires et financières des collectivités locales en vue d'assurer le financement des infrastructures et des équipements. Pour ce faire, il sera poursuivi des mesures décisives dans le sens : de l'augmentation des transferts financiers de l'Etat (FECL, FDD, etc.), de l'harmonisation des appuis techniques et des outils de planification, renforcement des capacités des collectivités locales, de la définition du statut de l'élu local et de la poursuite des réformes budgétaires et financières : décentralisation du Budget consolidé d'Investissement (BCI) et réforme des fonds de transfert de l'État FECL et FDD. Des dispositions seront prises en ce qui concerne le système de la fiscalité locale en vue de permettre aux collectivités locales de dégager suffisamment de moyens pour le financement d'investissements publics locaux. Pour assurer la coordination des interventions en faveur des collectivités locales, le Gouvernement s'appuiera sur le programme national de développement local (PNDL) qui sera le principal instrument de mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté au niveau décentralisé.

La Communauté Rurale de Missirah est dirigée par un Conseil composé de 36 conseillers dont 04 femmes. Peu comparative au précédent qui comptait 02 femmes, la faible représentativité féminine trouve son explication dans :

- ✓ les pesanteurs socioculturelles qui inhibent l'engagement,
- ✓ le faible niveau des femmes qui fait qu'elles méconnaissent les rôles de premier plan auxquels elles sont appelées à jouer.

Quand aux jeunes, ils ne sont presque pas représentés car le Conseil compte un seul conseiller de moins de 35 ans.

Le Conseil fonctionne à travers 06 commissions, qui sont :

- ✓ la commission Finance,
- ✓ la commission Education et Affaires Religieuses
- ✓ la commission Jeunesse-Culture et Loisirs,
- ✓ la commission Santé et Action Sociale,
- ✓ la commission Domaine et Environnement
- ✓ et la commission Urbanisme et Habitat.

La loupe passée à ces différentes commissions a permis d'identifier un certain nombre de problèmes liés principalement au faible niveau et au manque de formation des conseillers qui les composent. La majeure partie des conseillers ignore fondamentalement les textes de lois sur la décentralisation, la loi sur le domaine national, le code de l'environnement pour ne citer que ceux-là.

Toutefois, il faut retenir que les décisions du Conseil Rural sont prises à l'issue de réunions du Conseil et sont affichées devant le Conseil.

Les activités du Conseil Rural sont réalisées pour la plupart par l'assistante communautaire qui est placée sous l'autorité directe du PCR.

Quant aux ressources financières, la principale source constitue la taxe rurale. A cela s'ajoutent d'autres taxes comme les amendes forfaitaires de la gendarmerie, les patentes, les fonds de dotation et de concours.

Cette situation de précarité place la Communauté dans une situation de tension financière. Non seulement le recouvrement de la taxe rurale baisse d'année en année, mais elle compte beaucoup sur les fonds de dotation pour assurer certaines réalisations.

TABLEAU N°18 : EVOLUTION DE LA TAXE RURALE

ANNEES	PREVISION (CFA)	RECOUVREMENT (CFA)	TAUX DE RECOUVREMENT
2008	3 000 000	3 000 000	100
2009	3 000 000	3 140 000	
2010	3 500 000	3 000 000	

Source : enquête ascom

Avant le vote du budget qui intervient toujours au mois de décembre, le conseil rural se réunit pour définir les grandes orientations puis procède à l'élaboration avec l'appui du CADL sur qui repose l'essentiel du travail.

La situation de la CR en matière de mobilisation des ressources financières est présentée en une série de tableaux et figures commentés. Elle couvre la période 2008-2010.

TABLEAU N°19 : BUDGET PREVISIONNEL DE LA COMMUNAUTE RURALE (2008-2010)

DESIGNATIONS	2008	2009	2010
Fonctionnement	32 212 479	27 371 300	36 071 601
Investissement	50 969 668	96 615 797	64 836 016
Total global	83 182 147	123 987 097	100 907 617

Source : enquête ASCOM

TABLEAU N°20 : SITUATION BUDGETAIRE (2008-2010)

DESIGNATION	2008		2009		2010	
	PREVU	REALISE	PREVU	REALISE	PREVU	REALISE
Fonctionnement	32 212 479	14 846 460	27 371 300	15 262 768	en cours	en cours
Investissement	50 969 668	69 526 615	96 615 797	144 449 248	en cours	en cours

Source : enquête ASCOM

Fond de dotation 10 000 000F

Taxes rurales 3 00 0000FCFA

Les dépenses de fonctionnement en 2008 est de 18 335 425F, en cette même année, ils ont eu une autorisation spéciale de 69 526 615F, ils ont obtenu un financement de 40 millions 300 000F et du BCI 2008 de 29 226 615F et de dépense d'investissement en pense en 2008 de 16 904 928.CFA

Recettes d'investissement en 2009 : sont de. 48 817 474F et 76 690 60 37Fen 2010.

Les ressources de la CR proviennent :

- ✓ Des impôts locaux
- ✓ Des produits divers
- ✓ Des ressources de l'Etat
- ✓ Des ressources de l'exploitation

5.1. Les organisations communautaires de base

Le tissu associatif de la Communauté Rurale est composé de 16 Groupement de promotion féminine, 3 Association communautaire de base, 14 Groupement d'intérêt économique, et 04 sections villageoises. Les GPF sont tous affiliés à l'union locale de l'arrondissement de Ndam et leur domaine d'activités s'inscrit principalement dans le micro crédit, la tontine et dans une échelle réduite le crédit rotatif.

S'il est vrai que ces GPF constituent des cadres de rencontre et des espaces de dialogue pour les femmes de la localité, il n'en demeure pas moins qu'ils soient de véritables entreprises économiques susceptibles de participer au développement économique de la localité et d'améliorer les conditions de vie des femmes.

Aujourd'hui, avec les difficultés liées à l'accès au crédit, à la formation, à l'insertion dans l'environnement institutionnel, ces GPF font de la simple figuration.

S'agissant des ASC, elles ne sont dynamiques que pendant les vacances et l'activité n'est autre que le football. Elles sont toutes informelles et peu soucieuses du développement économique local. Ces ASC tendent à disparaître avec l'exode des jeunes et le phénomène des organisations socio-religieuses « Dahiras ».

Quant aux GIE, il faut retenir que pour la plupart, ils sont de type familial et ont été tous créés dans le souci de pouvoir bénéficier de prêts pour mener des AGR.

5.2. Les cadres de concertation

Le CPCL (Cadre Permanent de Concertation Locale) a été créé en 2007. Il s'agit de planifier dans tous les niveaux sectoriels existants dans la collectivité locale à des fins réalisables à court à moyen et à long terme les différents secteurs cités sont :

- L'hydraulique
- L'éducation
- La santé
- La promotion féminine
- Les AGR
- Les voiries

Le cadre de concertation aide à de l'élaboration du Plan Annuel d'Investissement, il s'agit de planifier tous les niveaux sectoriels existants dans la collectivité locale à des fins réalisables à court, moyen et long terme ; les différents secteurs cités sont :

- L'hydraulique
- Les AGR
- Les voiries
- L'éducation
- La santé
- La promotion féminine

➤ **Commission environnement**

Président : Abdou Lahat Gueye

- Serigne cheikh Malamanine ndiaye
- Sokhna fall
- Serigne Mbacké dieng
- Omar Dieye
- Fatou Ndiaye

➤ **Commission pistes rurales**

Président : Papa Diop

- Moustapha gueye
- Mamadou lamine Diop
- Matar Mbaye
- Mbaye Diéye

➤ **Commission AGR**

Président : Mbenda Niang

- Mamadou bakhoun
- Maty Sarr
- Daba Gassama
- Thiabou Diagne
- Amadou sow
- Awa Diagne

➤ **Commission Micro projets**

Président : Mame Mor Mbacké

- Serigne Mbacké ly
- Ndongo gueye
- Papa léye
- Mafal babou
- Elhadji seck
- Santhiaba ndiaye

➤ **Commission formation communication**

President: Moussa Séye

- Aida Hélène Thiam
- Gorgui Thiaw
- Fatoumata Dieng
- Malick Gueye
- Salif Ba
- Ngagne Dieng

VI. LE PARTENARIAT ET LA COOPERATION DECENTRALISEE

La Communauté Rurale de Missirah dispose de plusieurs partenaires intervenant dans des domaines différents, elle a enregistré plusieurs réalisations grâce à la coopération décentralisée. Les interventions concernent surtout les secteurs de l'éducation (construction et réhabilitation de salles de classes), de la santé et de l'hydraulique (construction de forage adduction d'eau, équipements).

- PNIR
- PNDL
- BCI

VII. LES SERVICES DE L'ETAT

7.1. LE Sous-préfet

Conformément aux textes de lois sur la décentralisation, le sous-préfet assure une fonction de contrôle des activités du Conseil Rural

La présence du sous-préfet se fait également sentir de manière positive dans le règlement des conflits à l'amiable.

7.2. Le CADL

L'intervention du CADL au niveau de la Communauté Rurale est manifeste et reconnue de tous. En effet, le CADL par le biais de celui qui le dirige assure régulièrement une fonction d'appui, de conseil, d'accompagnement et d'encadrement au Conseil Rural et aux différentes organisations qui composent la texture sociale locale.

Cependant c'est une structure qui est confrontée à des problèmes de logistiques (manque moyens de déplacement, manque de logistique), ce qui fait que l'équipe CADL travaille dans des conditions difficiles. Le CADL est localisé dans l'arrondissement Ndamé

PRESENTATION DU PLAN ANNUEL D'INVESTISSEMENT

Le Plan Annuel d'Investissement (PAI), tiré du plan local de développement de la communauté rurale de Missirah reprend les actions prioritaires identifiées par l'ensemble des acteurs au développement de la collectivité et dont la mise en œuvre est indispensable au bien être des populations.

Les seules ressources propres de la collectivité locale de Missirah Ne peuvent suffire à réaliser ce plan. Aussi, son exécution nécessite une participation de différents acteurs et partenaires impliqués dans l'appui au développement local. Il s'agit notamment des populations bénéficiaires, des organisations paysannes, du conseil rural, du PNDL et autres partenaires au développement.

Ce plan couvre une période d'exécution de six (06) ans. Il suit les orientations stratégiques définies à travers le PLD et reprend les actions d'investissement à mener chaque année.

VIII. ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

ACTIVITES D'EXECUTION	LOCALITES	COUT UNITAIRE	COUT TOTAL	ANNEES						FINANCEMENT
				1	2	3	4	5	6	
Doter le poste de santé une ambulance	Missirah	20 000 000	20 000 000		*					Etat-CR-Partenaires- Populations
Doter le poste de santé d'une motocyclette	Missirah	1 200 000	1 200 000	*						Etat-CR-Partenaires- Populations
Construire des cases de santé	Darou Khamnane et Diam weli 2	10 000 000	20 000 000				*			Etat-CR-Partenaires- Populations
Clôturer les cases de santé	Keur Gane, khamnane, khewar et lougoul	2 000 000	8 000 000			*	*	*	*	Etat-CR-Partenaires- Populations
Doter le poste en moyens techniques adéquats	Missirah	15 000 000	15 000 000			*				Etat-CR-Partenaires- Populations
Construire d'un CEM	Missirah	30 000 000	30 000 000	*						Etat-CR-Partenaires- Populations
Adduction d'eau dans les écoles	Touba kadam, lougoul, khamnane	A déterminer	A déterminer		*					CR-Partenaires- Populations
Construction de latrines dans les écoles	Touba kadam, lougoul, khamnane	1 000 000	3 000 000		*					CR-Partenaires-Populations
Construire d'autres écoles	Carole, Diam wéli 2	20 000 000	40 000 000		*	*				Etat-CR-Partenaires
Construire des murs de clôture pour les écoles	Touba kadam, lougoul, khamnane	3 000 000	9 000 000				*	*	*	Etat-CR-Partenaires
Construire des logements pour les enseignants des écoles	Missirah, Thiombé, Touba kadam, lougoul, khamnane	10 000 000	50 000 000			*		*	*	Etat-CR-Partenaires-Populations
construire des salles de classes	Missirah, Thiombé, Touba kadam, khamnane	7 000 000	28 000 000					*	*	Etat-CR-Partenaires-Populations
Mise en place de cantines scolaires pour l'école	khamnane	1 000 000	1 000 000		*					CR-Partenaires-Populations
Construction de case des tous petits	Missirah	10 000 000	10 000 000		*	*				Etat-CR-Partenaires-populations
Planter de Classes d'alphabétisation au profit des GPF, GIE	Missirah, khewar et Mbayene	5 000 000	5 000 000		*	*				Etat-CR-Partenaires- Populations
Création de daaras modernes	Missirah et Mbayene	15 000 000	30 000 000			*				Etat-CR-Partenaires- Populations
Créer des écoles franco-arabes	Missirah	15 000 000	15 000 000		*	*				Etat-CR-Partenaires- Populations

Doter les forages de groupes électrogènes	Missirah, Mbayene et Khéwar	1 000 000	3 000 000			*	*					Etat-CR-Partenaires- Populations
Extension du réseau d'adductions d'eau	Missirah, carole, kissè et Khéwar	A déterminer	A déterminer	*	*							CR-Partenaires- Populations
Elargir les abreuvoirs des forages	Missirah et Khéwar missirah	500 000	1 000 000					*				CR-Partenaires- Populations
Doter le forage d'une pompe plus adéquate	Missirah et Khéwar missirah	6 000 000	12 000 000	*								CR-Partenaires- Populations
Equiper le forage	Darou Rahmane II	10 000 000	10 000 000	*								Etat-CR-Partenaires- Populations
Installer des compteurs pour les branchements domestiques	Darou Rahmane	A déterminer	A déterminer	*	*							CR-Partenaires- Populations- ASUFOR
Mettre en place des bassins de rétention pour l'abreuvement du bétail et le maraichage	CR	A déterminer	A déterminer						*	*		Etat-CR-Partenaires- Populations
Doter les femmes de moulins	CR	-	10 000 000			*	*	*	*			Etat-CR-Partenaires- Populations
Réhabiliter les puits non fonctionnel	Mbanane thiam, Thiasky	2 000 000	4 000 000		*	*						CR-Partenaires- Populations
COUT TOTAL												

IX CREATION DE RICHESSES

ACTIVITES D'EXECUTION	LOCALITES	COUT UNITAIRE	COUT TOTAL	ANNEES						FINANCEMENT
				1	2	3	4	5	6	
Goudronner la route	Nghaye-touba Fall- Darou Khafor	A déterminer	A déterminer					*	*	Etat-CR-Partenaires- Populations
Aménager le marché permanent et Hebdomadaire	Missirah	A déterminer	A déterminer				*			CR-Partenaires- Populations
Doter les producteurs de matériels agricoles	CR	50 000 000	50 000 000	*	*	*				Etat-CR-Partenaires- Populations
Clôturer les petits périmètres maraichers	CR	-	10 000 000			*	*			CR-Partenaires- Populations
Installer des unités de transformation laitière	Diam wely, Khamnane, Thiasky	10 000 000	30 000 000			*	*			Etat-CR-Partenaires- Populations
Construire des abreuvoirs	Diam wely, carole	2 000 000	4 000 000		*	*				CR-Partenaires- Populations
Construire des parcs à vaccinations	Diam wely, Khamnane	5 000 000	10 000 000	*	*					CR-éleveurs
Création d'un magasin de stockage et vente d'aliments bétail	Khewar missirah, Diam wely, Khamnane	8 000 000	24 000 000				*	*		Etat-CR-Partenaires- Populations
Reboisement	CR	A déterminer	A déterminer	*	*	*	*	*	*	CR-Partenaires- Populations
Création d'un système de ramassage des ordures	CR	25 000 000	25 000 000	*						CR-Partenaires- Populations
Création d'un site de déversement des déchets	CR	200 000	200 000	*						CR
Mise en place de plateformes multifonctionnelles	Missirah	20 000 000	20 000 000			*				Etat-CR-Partenaires- Populations
Equiper les puits existants pour la culture maraîchère	Missirah, Mbanane thiam, Yessi2	2 000 000	6 000 000	*						Etat-CR-Partenaires- Populations
Création de magasin de stockage de semences et de récoltes	Khewar Missirah	8 000 000	8 000 000					*		Etat-CR-Partenaires- Populations
Construction de route latéritique reliant les différentes zones	Khewar-lougoul, Missirah-Ndioumène	A déterminer	A déterminer			*	*			Etat-CR-Partenaires- Populations
COUT TOTAL										

X. ORIENTATIONS ET PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT

10.1 Orientations stratégiques de développement

L'analyse de la situation et de l'évolution des différents secteurs économiques et sociaux a révélé un certain nombre de problématiques majeures qui se posent encore à la communauté rurale de Missirah; et cela malgré les importantes réalisations faites dans le cadre du précédent PLD dans les secteurs de l'éducation, de l'hydraulique et de la santé. En effet de larges segments de la population éprouvent encore des difficultés par rapport à l'accès aux services sociaux de base, d'autre part des contraintes comme l'enclavement, la dégradation des ressources naturelles et l'insuffisance des investissements structurants continuent de freiner l'essor de l'économie locale malgré l'existence de potentialités et de vocations dans le domaine agro –pastoral.

Comment relever tous ces défis dans un cadre d'actions concerté et programmé dans le temps et dans l'espace? C'est là toute l'ambition de ce présent PLD qui couvre la période 2011-2016.

Ainsi le conseil rural et les autres catégories d'acteurs ont dans une dynamique consensuelle défini quatre (04) grandes orientations stratégiques :

1. Renforcement de l'accès des populations aux services sociaux de base
2. Promotion d'une stratégie locale de développement économique
3. Bonne Gouvernance et citoyenneté responsable
4. Gestion durable des ressources naturelles

10.2 .Objectifs de développement

Au niveau de chaque orientation stratégique, les actions de développement vont s'articuler autour de deux à cinq objectifs spécifiques selon le graphe suivant :

10.2.1 Accès aux services sociaux de base

Il s'agit d'améliorer la qualité du service dans les infrastructures scolaires et sanitaires existantes et d'élargir l'accès à l'eau potable dans les zones défavorisées. Les actions vont s'articuler autour de quatre objectifs spécifiques

OS1 : Renforcer l'accès à l'eau potable

OS2 : Améliorer les conditions d'enseignement dans les écoles

OS3 : Faciliter l'accès aux soins de santé

OS4 : Améliorer le cadre de vie et les conditions d'apprentissage socio-éducatif

10.2.2. Développement économique local

La lutte contre la pauvreté dans la communauté rurale de Missirah ne saurait se résumer à l'amélioration des indicateurs d'accès aux services sociaux de base, elle doit plutôt s'intégrer dans une perspective de développement durable participatif dont l'objectif majeur est de créer des revenus et des emplois dans des secteurs porteurs du tissu économique. C'est pourquoi, sous l'égide du conseil rural et dans le cadre du processus de réactualisation du PLD, les différentes catégories d'acteurs économiques (Agriculteurs, Maraîchers, organisations d'éleveurs) se sont concertés à l'occasion d'un comité technique pour formuler une stratégie locale de développement économique. Cette initiative hardie a permis pour la première fois le conseil rural et les acteurs économiques dans le cadre d'un partenariat public –privé d'harmoniser leur vision du développement économique local à moyen et long terme. La stratégie, ainsi ressortie du processus d'échange et de concertation s'articule autour de 03 grands axes ou objectifs spécifiques :

OS1 Améliorer des conditions- cadre du développement

OS2 Appuyer le développement des filières économiques

OS3 Renforcer les capacités des acteurs économiques :

10.2.3. Bonne gouvernance et citoyenneté responsable

La faiblesse du partenariat local décrypté au cours du bilan diagnostic, impose une nouvelle forme de collaboration institutionnelle entre les élus et les autres acteurs locaux. En effet, les ambitions et le dynamisme des différentes familles d'acteurs doivent constituer un fer de lance inébranlable dans le cadre de l'opérationnalisation de la vision locale précitée.

Pour ceci, le renforcement du dialogue social entre les différents acteurs locaux permettrait de bâtir des consensus susceptibles d'atteindre avec efficacité les objectifs de développement local fixés. Ainsi, la concertation et la négociation seront érigées en principe de gouvernance. De ce fait, des espaces de dialogue et d'échanges seront institués, à tous les niveaux de décision, par la communauté rurale. Et mieux, des mécanismes de fonctionnement pérennes de ces instances seront établis afin de négocier, soutenir et contrôler toutes les formes d'initiatives d'un enjeu communautaire. Dans ce sens, le déficit en communication sociale sera comblé par cette synergie des acteurs locaux qui devront intégrer dans leurs différentes démarches de nouveaux principes de gouvernance (voir plan de communication) ; les actions vont s'articuler autour de trois objectifs spécifiques :

OS1 : Renforcer les capacités des élus et des leaders d'OCB

OS2 : Promouvoir des mécanismes de gouvernance concertée et participative

OS3 : Renforcer le partenariat public- privé (Conseil rural / acteurs économiques)

10.2.4. Suggestion durable des ressources naturelles

OS1 : Améliorer la protection et la gestion des formations forestières

OS2 : Renforcer l'éducation et la communication environnementale

OS3 : Valoriser les bas –fonds par des aménagements hydro –agricoles

10.3. Programme d'actions 2011– 2016

ORIENTATIONS STRATEGIQUES	OBJECTIFS SPECIFIQUES	ACTIONS
Renforcement de l'accès des populations aux services sociaux de base	Renforcer l'accès à l'eau potable	Dotation de groupes électrogènes aux forages de Missirah et Khéwar Extension du réseau d'adductions d'eau Dotation d'une pompe plus adéquate au forage de Missirah Equiper le forage de Darou Rahmane II Mise en place de compteurs pour les branchements particuliers Réhabilitation et équipement des puits Mbarane Thiam, Thiasky
	Faciliter l'accès aux soins de santé	Doter le poste de santé de Missirah une ambulance Renforcer le PRNC pour la nutrition des enfants Doter la poste de santé d'une motocyclette Clôturer les cases de santé de lougoul, xamnane, khewar, keur gane mettre à la disposition de la matrone un logement Construction de case de santé à Darou Rahmane et Diaweli2 Doter le poste de santé en moyens techniques adéquats et personnels
Renforcement de l'accès des populations aux services sociaux de base	Améliorer les conditions d'enseignement dans les écoles et Dahra	Construction d'un CEM à Missirah Construction d'autres écoles à karlole et Diamweli 2 Renforcer les fonds alloués par le CR Construire des murs de clôture pour les écoles de Touba Kadam, Lougoul, Khamnane Construction de salle de classe à Missirah, Touba Kadam, Khamnane et Thiombé Construire des logements pour les enseignants des écoles de Missirah, Thiombé, Touba Kadam, Lougoul, Khamnane Mise en place de cantines scolaires pour l'école de Khamnane Construction de case des tous petits à Missirah Créer des écoles franco-arabes dans la CR
	Améliorer le cadre de vie et les conditions d'apprentissage socio-éducatif	Création de dahras modernes dans la CR Construction de classes d'alphabétisation au profit des GIE et GPF à Missirah, khewar et Mbayene Construction d'école franco-arabe à Missirah Mise en place d'une plateforme multifonctionnelle
Promotion d'une stratégie locale de développement Economique	Améliorer les conditions cadre de développement	Aménagement hydro agricoles dans les bas-fonds de la CR. Construction de piste de productions khewar-lougoul et missirah-ndioumène Goudronner la route Nghaye-Touba fall- Darou khafor
	Appuyer le développement des filières économiques	Installer des unités de transformation laitières à Diam weli, Khamnane et Thiasky Doter les femmes de moulins Clôturer les petits périmètres maraichers Equiper les puis existants pour la culture maraichère Doter les producteurs de matériels agricoles Création de magasin de stockage de semences et de récoltes Construire des abreuvoirs Construire des parcs à vaccinations Création d'un magasin de stockage et vente d'aliments bétail
	Renforcer les capacités des acteurs économiques	Voir plan de formation
Bonne gouvernance et citoyenneté responsable	Renforcer les capacités des élus et des leaders des OCB et des personnes ressources	Voir plan de formation
Bonne gouvernance et citoyenneté responsable	Promouvoir des mécanismes de Gouvernance concentré et participative	Voir plan de communication
Gestion durable des ressources naturelles	Renforcer le partenariat public, privé	Organiser au niveau de la communauté des fora économiques qui regroupent l'ensemble des acteurs de la CR
	Améliorer la protection et la gestion des ressources naturelles	Reboisement dans toute la CR Création de pépinières communautaire à Missirah
	Renforcer l'éducation et la communication environnementale	Voir plan de communication

10.4 Programme prioritaire d'actions triennal

❖ **ORIENTATION STRATEGIQUE RENFORCEMENT DE L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE**

OBJECTTIF SPECIFIQUE : RENFORCER L'ACCES A L'EAU POTABLE

HYDRAULIQUE

ACTIVITES	LOCALITES	COUT	PERIODE D'EXECUTION			SOURCES DE FINANCEMENT
			1	2	3	
Doter les forages de groupes électrogènes	Missirah et Khéwar missirah	8 000 000			*	Etat-CR-Partenaires- Populations
Extension du réseau d'adductions d'eau	Missirah, karlole, thissè et Khéwar	A déterminer	*	*		CR-Partenaires- Populations
Doter le forage d'une pompe plus adéquate	Missirah et Khéwar missirah	12 000 000	*			Etat-CR-Partenaires- Populations
Equiper le forage	Darou Rahmane II	10 000 000	*			Etat-CR-Partenaires- Populations
Adduction d'eau dans les écoles	Touba kadam, lougoul, khamnane	A déterminer		*		CR-Partenaires- Populations
installer des compteurs pour les branchements domestiques	Darou Rahmane	A déterminer	*	*		CR-Partenaires- Populations

OBJECTIF SPECIFIQUE : FACILITER L'ACCES AUX SOINS DE SANTE

SANTE

ACTIVITES	LOCALITES	COUT	PERIODE D' EXECUTION			SOURCES DE FINANCEMENT
			1	2	3	
Doter le poste de santé une ambulance	Missirah	20 000 000		*		Etat-CR-Partenaires-Populations
Doter le poste de santé d'une motocyclette	Missirah	1 200 000	*			Etat-CR-Partenaires-Populations
Clôturer les cases de santé	Keur Gane	2 000 000			*	Etat-CR-Partenaires-Populations
Doter le poste en moyens techniques adéquats	Missirah	15 000 000			*	Etat-CR-Partenaires-Populations

OBJECTIF SPECIFIQUE : AMELIORER LES CONDITIONS D'ENSEIGNEMENT DANS LES ECOLES

EDUCATION

ACTIVITES	LOCALITES	COUT	PERIODE D'EXECUTION			SOURCES DE FINANCEMENT
			1	2	3	
Construire d'un CEM	Missirah	30 000 000	*			Etat-CR-Partenaires-Populations
Construction de latrines dans les écoles	Touba kadam, lougoul, khamnane	1 000 000		*		CR-Partenaires-Populations
Construire d'autres écoles	karlole, Diam weli 2	40 000 000		*	*	Etat-CR-Partenaires
Construire des logements pour les enseignants des écoles	Missirah	10 000 000			*	Etat-CR-Partenaires-Populations
Mise en place de cantines scolaires pour l'école	khamnane	1 000 000		*		CR-Partenaires-Populations
Construction de case des tous petits	Missirah	10 000 000		*	*	Etat-CR-Partenaires-populations
Planter de Classes d'alphabétisation au profit des GPF ; GIE	Missirah, khewar et Mbayene	5 000 000		*	*	Etat-CR-Partenaires- Populations
Création de daaras modernes	Missirah et Mbayene	15 000 000			*	Etat-CR-Partenaires- Populations
Créer des écoles franco-arabes	Missirah	15 000 000		*	*	Etat-CR-Partenaires- Populations

OBJECTIF SPECIFIQUE : AMELIORER LE CADRE DE VIE ET LES CONDITIONS D'APPRENTISSAGE SOCIO EDUCATIF

JEUNESSE ET SPORT

ACTIVITES	LOCALITES	COUT	PERIODE D'EXECUTION			SOURCES DE FINANCEMENT
			1	2	3	
Mise en place de plateformes multifonctionnelles	Missirah	20 000 000			*	CR-Populations-Partenaires

PROMOTION FEMININE

ACTIVITES	LOCALITES	COUT	PERIODE D' EXECUTION			SOURCES DE FINANCEMENT
			1	2	3	
Doter les femmes de moulins	CR	10 000 000			*	Etat-CR-Partenaires-Populations
Installer des unités de transformation laitière	Diam wely	10 000 000			*	CR Populations Partenaires

➤ **ORIENTATION STRATEGIQUE : PROMOTION D'UNE STRATEGIE LOCALE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

OBJECTIF SPECIFIQUE : AMELIORER LES CONDITIONS CADRE DE DEVELOPPEMENT LOCAL

ACTIVITES	LOCALITES	COUT	PERIODE D'EXECUTION			SOURCES DE FINANCEMENT
			1	2	3	
Construction de piste de productions	khewar-lougoul et Missirah-ndioumène	A déterminer			*	Etat- CR-Partenaires-Populations

OBJECTIF SPECIFIQUE : APPUYER LE DEVELOPPEMENT DES FILIERES ECONOMIQUES

ACTIVITES	LOCALITES	COUT	PERIODE D'EXECUTION			SOURCES DE FINANCEMENT
			1	2	3	
Installer des unités de transformation laitières	Diam weli, Khamnane et Thiasky	10 000 000			*	Etat-CR-Partenaires-Populations
Doter les femmes de moulins	CR	10 000 000			*	CR-Partenaires-Populations
Clôturer les petits périmètres maraichers	CR	10 000 000			*	CR-Partenaires- Populations
Equiper les puis existants pour la culture maraichère	Missirah, Mbarane thiam, Yessi2	6 000 000	*			CR-Partenaires-Populations
Doter les producteurs de matériels agricoles	CR	50 000 000	*	*	*	Etat-CR-Partenaires-Populations
Construire des abreuvoirs	Diam wely, karlole	4 000 000		*	*	CR-Partenaires-Populations
Construire des parcs à vaccinations	Diam wely, Khamnane	10 000 000	*	*		CR-Eleveurs

ORIENTATION STRATEGIQUE : BONNE GOUVERNANCE ET CITOYENNETE RESPONSABLE

OBJECTIF SPECIFIQUE : RENFORCER LE PARTENARIAT PUBLIC, PRIVE

ACTIVITES	LOCALITES	COUT	PERIODE D'EXECUTION			SOURCES DE FINANCEMENT
			1	2	3	
Organiser au niveau de la communauté des fora économiques qui regroupent l'ensemble des acteurs	CR	A déterminer	*	*	*	CR-Partenaires

ORIENTATION STRATEGIQUE : GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

OBJECTIF SPECIFIQUE : AMELIORER LA PROTECTION ET LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

ACTIVITES	LOCALITES	COUT	PERIODE D'EXECUTION			SOURCES DE FINANCEMENT
			1	2	3	
Reboisement	CR	A déterminer	*	*	*	CR-Partenaires-Populations
Création de pépinières communautaire	Missirah	A déterminer	*	*	*	CR-Partenaires-Populations
Création d'un système de ramassage des ordures	CR	25 000 000	*			CR-Partenaires- Populations
Création d'un site de déversement des déchets	CR	200 000	*			CR

10.5 Programme prioritaire d'actions annuel (PPA 1 AN)

HYDRAULIQUE

ACTIVITES	LOCALITES	COUT	PERIODE D'EXECUTION												SOURCES DE FINANCEMENT
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
Extension du réseau d'adductions d'eau	Missirah, Karlale, thissé et Khéwar	A déterminer		*	*	*									CR-Partenaires- Populations
Doter le forage d'une pompe plus adéquate	Missirah et Khéwar missirah	12 000 000											*	*	Etat-CR-Partenaires- Populations
Equiper le forage	Darou Rahmane II	10 000 000										*			Etat-CR-Partenaires- Populations
installer des compteurs pour les branchements domestiques	Darou Rahmane	A déterminer											*	*	CR-Partenaires- Populations

SANTE

ACTIVITES	LOCALITES	COUT	PERIODE D'EXECUTION												SOURCES DE FINANCEMENT
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
Doter le poste de santé d'une motocyclette	Missirah	1 200 000						*							Etat-CR-Partenaires- Populations

EDUCATION

ACTIVITES	LOCALITES	COUT	PERIODE D'EXECUTION												SOURCES DE FINANCEMENT
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
Construire d'un CEM	Missirah	30 000 000								*	*	*	*		CR-Partenaires- Populations

AGRICULTURE ET ELEVAGE

ACTIVITES	LOCALITES	COUT	PERIODE D'EXECUTION												SOURCES DE FINANCEMENT
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
Equiper les puis existants pour la culture maraichère	Missirah, Mbarane Thiam, Yessi2	6 000 000	*										*	*	CR-Partenaires- Populations
Doter les producteurs de matériels agricoles	CR	50 000 000			*	*	*								Etat-CR-Partenaires- Populations
Construire des parcs à vaccinations	Diam wely	5 000 000		*	*										CR-Partenaires- Eleveurs

LE PARTENARIAT PUBLIC, PRIVE

ACTIVITES	LOCALITES	COUT	PERIODE D' EXECUTION												SOURCES DE FINANCEMENT
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
Organiser au niveau de la communauté des fora économiques qui regroupent l'ensemble des acteurs	CR	A déterminer		*											CR-Partenaires-

ENVIRONNEMENT

ACTIVITES	LOCALITES	COUT	PERIODE D'EXECUTION												SOURCES DE FINANCEMENT
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
Reboisement	CR	A déterminer						*							CR-Partenaires-Populations
Création de pépinières communautaire	Missirah	A déterminer							*	*	*				CR-Partenaires-Populations
Création d'un système de ramassage des ordures	CR	25 000 000								*					
Création d'un site de déversement des déchets	CR	200 000							*						

XI. MECANISMES DE SUIVI / EVALUATION

11.1. Entretien, maintenance et fonctionnement des infrastructures et équipements

Ils sont à la charge des comités de gestion. Ces structures mises sur pied par les acteurs et les usagers appuyés en cela par les partenaires du conseil rural ont pour mission de développer toute une matrice d'actions tendant à faire fonctionner les infrastructures afin de leur assurer une pérennité.

Le processus de pérennisation repose sur deux piliers fondamentaux que sont :

- ✓ le renforcement des capacités avec des modules adaptés aux bénéficiaires (techniques et dynamisant),
- ✓ le transfert de responsabilités qui induit une implication en amont des services techniques.
- ✓ Un fonds d'entretien et de maintenance de 2% de l'investissement sera annuellement versé par le conseil rural dans les livres bancaires des comités de gestion comme appui.

11.2. Suivi-évaluation interne

Le suivi-évaluation interne sera assuré suivant une stratégie accélérée de développement des compétences **SADEC** avec comme axe nodal le Comité de Pilotage de Développement (CPD) qui est composé :

- ✓ de conseillers ruraux,
- ✓ des organisations communautaires de base
- ✓ des représentants des chefs de village,
- ✓ des délégués des Comités Zonaux de Développement (CZD),
- ✓ des animateurs communautaires,
- ✓ des services techniques d'appui.
- ✓ Le CPD a pour objectif :
- ✓ d'assurer une implication effective des populations et autres acteurs dans le fonctionnement et la gestion des infrastructures,
- ✓ d'être un réceptacle de toutes les activités de développement à l'échelle locale.
- ✓ Le CPD a pour mission :
- ✓ coordonner toutes les activités définies dans le PLD,

- ✓ veiller à la mise en œuvre des actions retenues dans le PAP,
- ✓ faire des évaluations régulières sur la mise en œuvre,
- ✓ accompagner les CZD dans leurs missions,
- ✓ servir de bras opérationnel pour l'identification des dynamiques locales sous l'égide des animateurs communautaires,
- ✓ favoriser le dialogue social entre les acteurs,
- ✓ accompagner les commissions techniques dans leurs missions.

BUREAU DU CPD

POSTE	PRENOM	NOM	ZONE D'ORIGINE
Président	Pape	Diop	Missirah
Vice-président	Serigne Mbacké	Ly	Missirah
Secrétaire Général	Aida hélène	Thiam	ASCOM
Secrétaire Adjoint	Mame amy	Dieng	Missirah
Trésorier	Daba	Gassama	Mbayenne missirah
Trésorier Adjoint	Maty	Sarr	Khéwar missirah

En sus de ce bureau chargé d'exécuter les activités, des commissaires aux comptes ont été élus.

Il s'agit de :

Le PCR a été désigné comme président d'honneur et deux commissions aux comptes ont été choisis.

- 1 Serigne moustapha Mbacké (Président CR)
- 2 Mbaye Diop
- 3 Amadou sow

11.3 Suivi-évaluation externe

L'ARD en tant que cadre d'appui technique aux collectivités locales reste la cheville ouvrière. A cela s'ajoutent les services de l'Etat ainsi que les partenaires de la communauté rurale, chacun suivant un plan de transfert de compétences précis jouera sa partition.

ANNEXE

INTEGRATION DES SERVICES ENERGETIQUE MODERNES DANS LE PLD

GUIDE D'ENTRETIEN (ENDA PERACOD ET SENELEC) ET FOCUS GROUPE AVEC LES POPULATION

THEMATIQUE D'ENTRETIEN

Appréciation de la situation énergétique des CR et de l'électrification rurale

- Taux de couverture électrique des collectivités concernées et accès des ménages à l'électricité/ Accès des infrastructures publiques (santé, éducation, lieux de loisir, rue)/ Perspectives de projets d'électrification ;
- Usage de l'énergie solaire comme alternatif aux manquements à l'accès à l'énergie électrique (difficultés et contraintes) ;
- Accès à l'usage des lampes à basse consommation en conformité avec la politique énergétique de l'Etat (utilisation ampoule lbc)
- Les pistes de solutions pour un meilleur accès aux services énergétiques durables au regard du niveau de vie des populations locales (rôles des principaux acteurs ; axes de stratégies) ;
- Quelles articulations avec les OMD ;
- Quelle profil énergétique pour la communauté rurale (participation des différents acteurs concernés, stratégies à mettre en œuvre ; mobilisation des moyens et ressources

Energie et environnement (en entretien et focus groupe mixte)

- Niveau de conscientisation/ appropriation communautaire/ avancées notées ;
- Aménagement des forêts, initiatives communautaires de reboisement ;
- Initiatives communautaires de production durable de bois de chauffe et charbon de bois (état des lieux, quelle stratégie de communication et de formation des acteurs, organisation) ;
- Diffusion des foyers améliorés (état des lieux, adaptabilité avec les us et croyances locaux, niveau d'implication des femmes dans le processus de conception et de mise en œuvre, quelle stratégies) ;
- Prise en charge de la dimension énergétique dans le Conseil rural (dynamisme de la commission chargée de l'environnement, formation des acteurs) ;

ANALYSE DE LA SITUATION DE L'ENFANCE (5-18 ans) ET DE LA PETITE ENFANCE (-5ans)

Energie et genre (entretien et focus groupe avec les femmes)

- Vulnérabilité des femmes par rapport au déficit énergétique (santé, allègement charge de travail, activités économiques) ;
- Implication des femmes dans projet de gestion environnementale et autres initiatives communautaires de production durable de bois de chauffe et charbon de bois ;

GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AUX PARTENAIRES INTERVENANT DANS L'ENFANCE

(EXPLE : L'ONG WORLDVISION)

1. Consigne de départ présentation, fonction, responsabilités)
2. Situation des enfants dans la localité
3. Principales contraintes auxquelles la petite enfance fait face
4. Les formes de violence faites aux enfants;
5. Etat des lieux de la prise en compte des droits des enfants;
6. Types d'exploitation et d'abus sur les enfants;
7. Structures de prise en charge de la petite enfance (Case des tout-petits ; garderies)
8. Existence d'associations d'enfants structurées;
9. Initiatives communautaires de protection des enfants;
10. Accès des enfants à une éducation spirituelle dans des systèmes éducatifs formels ou informels et aiment leurs prochains.
11. Niveau de conscientisation des populations sur la prise en charge de la petite enfance
12. Perspectives dans la CR/ implication dans le PLD
13. Conclusions

**GRILLE D'ANALYSE DE L'INTERVENTION DES PARTENAIRES TRAVAILLANT
POUR LE BIEN ETRE DES ENFANTS**

IDENTIFICATION	TYPES D'ACTIVITES	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	REALISATIONS/RESULTATS DANS LA LOCALITE

NUTRITION/VIH/PALUDISME/ AUTRES

DOMAINE	ACTIVITES	MODE DE CALCUL	SOURCE
SURVIE DE L'ENFANT	Couverture du suivi de la croissance chez les enfants 0-59mois (poids/ âge)	<u>Nbre d'enfants 0-59mois suivi par mois</u> Nbre Total d'enfant 0-59mois	Rapport global (poste de santé, centre de santé, cases de santé) Rapport mensuel de pesée (sites communautaire /point focal projet PRN)
	Couverture du suivi de la croissance chez les enfants 0-59mois (poids/ taille)	<u>Nbre d'enfants 0-59mois suivi</u> Nbre Total d'enfant 0-59mois	Registre nourrisson saint (poste de santé, centre de santé)
	Couverture du dépistage de la malnutrition aigue chez les enfants 6-59mois	<u>Nbre d'enfants 6-59mois dépistés par trimestre</u> Nbre Total d'enfant 6-59mois	Rapport global (poste de santé, centre de santé, cases de santé) Rapport trimestriel de dépistage Malnutrition Aigue (sites communautaire cases de santé et point focal PRN)
	Taux de Malnutrition Aigue Modéré (MAM)	<u>Nbre d'enfants 6-59mois dépistés MAM</u> Nbre Total d'enfant 6-9mois dépistés	Rapport global (poste de santé, centre de santé, cases de santé) Rapport trimestriel de dépistage Malnutrition Aigue (sites communautaire cases de santé et point focal PRN)
	Taux de Malnutrition Aigue Sévère (MAS)	<u>Nbre d'enfants 6-59mois dépistés MAS</u> Nbre Total d'enfant 6-9mois dépistés	Rapport global (poste de santé, centre de santé) Rapport trimestriel de dépistage Malnutrition Aigue (sites communautaire cases de santé et point focal PRN)
	Proportion d'enfant 0-11mois complètement vaccinés	<u>Nbre d'enfant 0-11mois complètement vaccinés</u> Population total 0-11mois	Rapport vaccination centre de santé et poste santé
	Taux de couverture vaccination PENTA3	<u>Nbre d'enfants vaccinés PENTA3</u> Enfants vaccinées PENTA1	Rapport vaccination centre de santé et poste santé
VIH	Nombre de personnes fréquentant les CDVA et les SDVA		Rapport d'activité poste de santé, centre de santé et hopital
	Taux de prévalence du VIH chez les femmes enceintes		
	Couverture de la prévention de la transmission mère-enfant		
	Proportion de PVVIH sous ARV		
PALUDISME	Taux de prévalence du paludisme		
	Taux de couverture en TPI		
	Taux de mortalité du paludisme		
MALADIES TUBERCULOSE	Taux de détection de la tuberculose		
	Taux de guérison		
	Taux de mortalité de la tuberculose		
	Taux d'abandon		

I- TABLEAUX D'ANALYSE DE LA MORBIDITE ET DE LA MORTALITE:

Identifier les 10 premières causes de morbidité et de mortalité en 2009

MALADIES	COMMUNE	COMMUNAUTE RURALE	%

I- ANALYSE DE LA MORBIDITE

Paludisme, Tuberculose, SIDA, Santé Maternelle et Infantile, nutrition.
Etat indicateurs de santé OMD ?

II- ANALYSE DE LA MORTALITE

OUTIL DE COLLECTE ACTION SOCIALE, ONG.

I- ANALYSE DE L'ETAT DU SECTEUR

- Il s'agit de décrire et d'analyser les caractéristiques du secteur.
- Dégager les potentialités du secteur
- Dégager les atouts du secteur
- Dégager les contraintes du secteur
- Dégager et analyser la place et le rôle des femmes, des jeunes dans toutes les étapes de la filière

OCB MISSIRAH

Missirah	ASC Darou Rahmane	01-sept-02	OUI	ASC	Commerce	Darou Rahmane	Darou Rahmane
Missirah	Ligeeyal Khadim	01-sept-10	OUI	GIE	Agriculture	Missirah	Missirah
Missirah	ASC Mankoo de Diamwelly2	01-sept-03	OUI	ASC	Elevage	Diamwelly2	Diamwelly2
Missirah	ASC Bokk Jom	01-sept-01	OUI	ASC	Agriculture	Missirah	Missirah
Missirah	Waa Daaray Sine	01-sept-00	OUI	GIE	Commerce	Darou Rahmane	Darou Rahmane
Missirah	Sope Mame Diarra Bousso	01-sept-07	OUI	GIE	Commerce	Missirah	Missirah
Missirah	Sope Serigne Fallou	01-sept-92	OUI	ASC	Commerce	Missirah	Missirah
Missirah	GIE Thioump Sarr	01-sept-07	OUI	GIE	Elevage	Thioump	Thioump
Missirah	Section Thiaréne	01-sept-95	OUI	SV	Agriculture	Thiarene	Thiarene Sarr
Missirah	Touba Missirah	01-sept-93	OUI	GIE	Commerce	Thiarene	Thiarene
Missirah	GIE Bara Sarr	01-sept-93	OUI	GIE	Agriculture	Missirah	Thiarene
Missirah	SV Daouda Seck	01-sept-04	OUI	SV	Agriculture	Missirah	Missirah
Missirah	Darou Salam Khewar	01-sept-93	OUI	GIE	Agriculture	Khewar	Khewar
Missirah	Book Jom de Mbayéne	01-sept-06	OUI	GPF	Commerce	Mbayéne	Mbayéne
Missirah	SV Touba Kadam	01-sept-00	OUI	SV	Agriculture	Touba Kadam	Touba Kadam
Missirah	GIE de Lougoul	01-sept-86	OUI	GIE	Commerce	Missirah	Lougoul
Missirah	Spe Cheikh At Khana	01-sept-86	OUI	GPF	Elevage	Béye	Béye
Missirah	Book Jom	01-sept-08	OUI	ASC	Elevage	Touba Kadam	Missirah
Missirah	Keur Maisa Ndong	01-sept-00	OUI	GIE	Agriculture		Thiasky
Missirah	SV Mousa Séye	01-sept-04	OUI	SV	Agriculture		
Missirah	ASC ASUFOR de Missirah	01-sept-02	OUI	ASC	Hydraulique Commerce	Missirah	Missirah
Missirah	GPF de Keur Macoumba	01-sept-97	OUI	GPF	Commerce	Missirah	Keur Macoumba
Missirah	ASC Dde Bouboul	01-sept-03	OUI	ASC	Elevage	Bouboul 2	Bouboul 2
Missirah	Soppe Sam Asta Lo	01-sept-00	OUI	GPF	Embauche	Ndame Lo	Ndame Lo
Missirah	GIE de Thiékéne	01-sept-00	OUI	GIE	Commerce	Thiékéne	Thiékéne
Missirah	GPF des Jeunes de Yassy	01-sept-00	OUI	GPF	Commerce	Yassy	Yassy
Missirah	GPF de Darou Rahmane	01-sept-00	OUI	GPF	Commerce	Darou Rahmane	Darou Rahmane
Missirah	GIE Book Ligeey de Khamnane	01-sept-00	OUI	GIE	Commerce	Khamnane	Khamnane
Missirah		01-sept-00					
Missirah		01-sept-00					
Missirah		01-sept-00					
Missirah		01-sept-00					
Missirah		01-sept-00					
Missirah	GIE Ndame Lo	01-sept-93	OUI	GIE	Embauche	Ndame Lo	Ndame Lo
Missirah		01-sept-00					
Missirah	Bookk Ligueey	01-sept-05		GIE	Elevage	Missirah	Missirah
Missirah		01-sept-09	OUI	GIE	Prestation	Missirah	Missirah
Missirah	Gallé Aynabé Missirah	01-sept-07	OUI	GIE	Elevage	Missirah	Thiasky
Missirah	Groupe Dioubo	01-sept-03	OUI	GIE	Elevage	Diamwelly	Diamwelly
Missirah	Darou Rahmane	01-sept-95	OUI	SV	Agriculture	Darou Rahmane	Darou Rahmane

FICHES COLLECTE

SITUATION DE REFERENCE

CR DE MISSIRAH

VILLAGES	NOMBRE DE CARRES	POP TOTALE	POP IMPOSABLE			POP EXEMPTÉE			POP ENFANTS		
			H	F	T	H	F	T	G	F	T
Bouboul 1	14	112	25	20	45	01	00	01	20	17	47
Kamaren	14	132	56	34	90	00	02	02	36	07	43
Darou rahmane 2	77	583	162	157	319	03	04	07	152	105	257
Diamwéli 2	100	783	179	200	379	08	04	12	214	178	392
Diorel	27	258	77	95	172	04	00	04	51	54	105
Golly ndiaye	09	58	13	15	28	00	00	00	16	14	30
Keur Macoumba	17	100	32	31	62	01	00	01	26	10	36
Khamnane	66	403	104	127	231	06	03	09	71	92	163
Khéwar missirah	90	517	180	199	379	01	00	01	93	39	132
Koba	21	132	37	35	72	01	01	02	36	21	57
Lawniandé	12	142	41	29	70	00	01	01	50	21	71
Lougoul	68	411	104	104	208	02	02	04	96	103	199
Mbarane dieng	15	85	33	30	60	02	00	02	04	16	20
Mbarane Thiam	21	179	46	57	103	02	00	02	36	38	74
Mbayenne missirah	39	276	59	69	128	04	00	04	90	54	144
Ndame	14	135	56	34	90	00	02	02	36	07	43
Ndiouméne	29	178	62	56	118	03	00	03	25	32	57
Taiba ndiaye	06	32	11	08	19	02	00	02	08	04	11
Thissé II	31	148	50	41	91	00	03	03	30	24	54
Yessi 2	71	489	112	137	249	02	00	02	149	90	239
Missirah	373	2680	642	687	1329	11	09	20	796	535	1331
Thiasky	75	557	144	170	314	02	00	02	170	157	327
Bouboul 2	82	656	145	176	312	04	12	16	163	156	319
TOTAL											

Source:

VOLET VILLAGES DE LA ZONE	EDUCATION																								
	NBRE DE CLASSES MATERNELLES			NBRE DE CLASSES PRIMAIRES			NBRE DE CLASSES D'ALPHAB.			NBRE DE CLASSES SECONDAIRES			NBRE D'ÉCOLES ARABO-CORANIQUES			NBRE DE PERS. ALPHA B	EFFECTIF DES ÉLÈVES						CENTRE FORMAT. PROF.	NBRE PER- SONNEL EDUC.	
	PÉ D	PH YS	ABR	PÉD	PHYS	ABR	T	F	NF	PÉD	PHYS	ABR	T	F	NF		T	T	NF	NG	T	NF			NG

NB : Personnel en éducation : instituteurs, professeurs. **F** : fonctionnel **NF**: non fonctionnel ; **PHYS** : Physique ; **ABR** : Abri provisoire ; **PÉD** : Pédagogique ; T : Totale *Source* :

VOLET VILLAGES DE LA ZONE	CENTRES D'ECHANGE														
	MARCHES PERMANENTS AVEC SOUKS			MARCHES PERMANENTS SANS SOUKS			MARCHES HEBDO AVEC SOUKS			MARCHES HEBDO SANS SOUKS			BOUTIQUES		
	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF

F : fonctionnel NF: non fonctionnel

Source :

VOLET VILLAGES DE LA ZONE	TOURISME								
	NOMBRE D'HOTELS			NOMBRE DE CAMPEMENTS			NOMBRE DE BARS/RESTAURANTS		
	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF

F : fonctionnel NF: non fonctionnel

Source :

VOLET VILLAGES DE LA ZONE	INFRASTRUCTURES AGRO- PASTORALES																
	MAGASINS DE STOCKAGE			PARCS A VACCINATION			FOURRIERES			ABREUVOIRS			ABATTOIRS			CHEMINS DE PARCOURS DU BETAIL	
	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	

F ;fonctionnel NF: non fonctionnel

Source :

VOLET VILLAGES DE LA ZONE	INFRASTRUCTURES RELIGIEUSES											
	NOMBRE DE MOSQUEES			NOMBRE DE GRANDES MOSQUEES			NOMBRE DE CHAPELLES			NOMBRE D'EGLISES		
	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF

F ;fonctionnel NF: non fonctionnel

Source :

VOLET VILLAGES DE LA ZONE	INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES																	
	MAISON COMMUNAUTAIRE			FOYER DES JEUNES			FOYER DES FEMMES			CENTRE SOCIOCULTUREL			TERRAIN DE FOOTBALL			MAISONS FAMILIALES RURALES		
	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF	T	F	NF			

VOLET VILLAGES DE LA ZONE	ELECTRICITE		
	CENTRALE ELECTRIQUE	RESEAU ELECTRIQUE	ABONNES SENELEC
Mbilly	00	00	00

VOLET VILLAGES DE LA ZONE	ALLEGEMENT DES TRAVAUX DOMESTIQUES											
	MOULIN				BATTEUSE				DECORTIQUEUSE			
	TYPE	T	F	NF	TYPE	T	F	NF	TYPE	T	F	NF

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) INTERVENANT DANS LA COLLECTIVITE LOCALE

NOM DE L'ONG	DOMAINE D'INTERVENTION	CIBLES	ZONE D'INTERVENTION	REALISATIONS ET DATE
WILLAYA	Malnutrition infantile	0à ans 5	Missirah , khewar Mbayenne	Pesée chaque mois PB chaque 3 mois

PROJETS/PROGRAMMES INTERVENANTS DANS LA COLLECTIVITE LOCALE

NOM PROJET/PROGRAMME	DOMAINE D'INTERVENTION	CIBLES	ZONE D'INTERVENTION	REALISATIONS/ DATE
PNDL	Hydraulique, santé, éducation	Toute la population	CR	Approvisionnement en eau potable

SITUATION COOPERATION DECENTRALISEE DANS LA COLLECTIVITE LOCALE

COOPERATION DECENTRALISEE	DUREE	DESCRIPTION	ZONE D'INTERVENTION

Liste des organisations communautaire de base

Missirah	ASC Darou Rahmane	01-sept-02	OUI	ASC	Commerce	Darou Rahmane	Darou Rahmane
Missirah	Ligeeyal Khadim	01-sept-10	OUI	GIE	Agriculture	Missirah	Missirah
Missirah	ASC Mankoo de Diamwelly2	01-sept-03	OUI	ASC	Elevage	Diamwelly2	Diamwelly2
Missirah	ASC Bokk Jom	01-sept-01	OUI	ASC	Agriculture	Missirah	Missirah
Missirah	Waa Daaray Sine	01-sept-00	OUI	GIE	Commerce	Darou Rahmane	Darou Rahmane
Missirah	Sope Mame Diarra Bousso	01-sept-07	OUI	GIE	Commerce	Missirah	Missirah
Missirah	Sope Serigne Fallou	01-sept-92	OUI	ASC	Commerce	Missirah	Missirah
Missirah	GIE Thioump Sarr	01-sept-07	OUI	GIE	Elevage	Thioump	Thioump
Missirah	Section Thiaréne	01-sept-95	OUI	SV	Agriculture	Thiarene	Thiarene Sarr
Missirah	Touba Missirah	01-sept-93	OUI	GIE	Commerce	Thiarene	Thiarene
Missirah	GIE Bara Sarr	01-sept-93	OUI	GIE	Agriculture	Missirah	Thiarene
Missirah	SV Daouda Seck	01-sept-04	OUI	SV	Agriculture	Missirah	Missirah
Missirah	Darou Salam Khewar	01-sept-93	OUI	GIE	Agriculture	Khewar	Khewar
Missirah	Book Jom de Mbayéne	01-sept-06	OUI	GPF	Commerce	Mbayéne	Mbayéne
Missirah	SV Touba Kadam	01-sept-00	OUI	SV	Agriculture	Touba Kadam	Touba Kadam
Missirah	GIE de Lougoul	01-sept-86	OUI	GIE	Commerce	Missirah	Lougoul
Missirah	Spe Cheikh At Khana	01-sept-86	OUI	GPF	Elevage	Béye	Béye
Missirah	Book Jom	01-sept-08	OUI	ASC	Elevage	Touba Kadam	Missirah
Missirah	Keur Maisa Ndong	01-sept-00	OUI	GIE	Agriculture		Thiasky
Missirah	SV Mousa Séye	01-sept-04	OUI	SV	Agriculture		
Missirah	ASC ASUFOR de Missirah	01-sept-02	OUI	ASC	Hydraulique Commerce	Missirah	Missirah
Missirah	GPF de Keur Macoumba	01-sept-97	OUI	GPF	Commerce	Missirah	Keur Macoumba

Missirah	ASC Dde Bouboul	01-sept-03	OUI	ASC	Elevage	Bouboul 2	Bouboul 2
Missirah	Soppe Sam Asta Lo	01-sept-00	OUI	GPF	Embauche	Ndame Lo	Ndame Lo
Missirah	GIE de Thiékéne	01-sept-00	OUI	GIE	Commerce	Thiékéne	Thiékéne
Missirah	GPF des Jeunes de Yassy	01-sept-00	OUI	GPF	Commerce	Yassy	Yassy
Missirah	GPF de Darou Rahmane	01-sept-00	OUI	GPF	Commerce	Darou Rahmane	Darou Rahmane
Missirah	GIE Book Ligeey de Khamnane	01-sept-00	OUI	GIE	Commerce	Khamnane	Khamnane
Missirah		01-sept-00					
Missirah		01-sept-00					
Missirah		01-sept-00					
Missirah		01-sept-00					
Missirah		01-sept-00					
Missirah		01-sept-00					
Missirah	GIE Ndame Lo	01-sept-93	OUI	GIE	Embauche	Ndame Lo	Ndame Lo
Missirah		01-sept-00					
Missirah	Bookk Ligeey	01-sept-05		GIE	Elevage	Missirah	Missirah
Missirah		01-sept-09	OUI	GIE	Prestation	Missirah	Missirah
Missirah	Gallé Aynabé Missirah	01-sept-07	OUI	GIE	Elevage	Missirah	Thiasky
Missirah	Groupe Dioubo	01-sept-03	OUI	GIE	Elevage	Diamwelly	Diamwelly
Missirah	Darou Rahmane	01-sept-95	OUI	SV	Agriculture	Darou Rahmane	Darou Rahmane